



## DOSSIER D'INFORMATIONS

PROGRAMME D'EMISSION 2003

DE BILLETS DE TRÉSORERIE

**Plafond de l'émission : MAD 300 000 000**

Valeur Nominale : MAD 100 000

**B M C E | C A P I T A L**

**ORGANISME CONSEIL**

### **Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières**

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi N° 35-94 relative à certains titres de créances négociables, l'original du présent dossier d'information a été soumis à l'appréciation du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières qui l'a visé sous la référence **N° 01-03** du 03 janvier 2003.

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

# SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>ABREVIATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE I : ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DU DOSSIER D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES.....</b>	<b>5</b>
I.    LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL .....	6
II.   LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	6
III.  L'ORGANISME CONSEIL.....	7
IV.  LE RESPONSABLE DU DOSSIER D'INFORMATION .....	7
<b>PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION .....</b>	<b>8</b>
I.    CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	9
II.   CARACTERISTIQUES DES BT ÉMIS.....	9
III.  MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ATTRIBUTION .....	10
IV.  REGIME FISCAL DES BILLETS DE TRESORERIE OFFERTS .....	10
<b>PARTIE III : PRESENTATION D'ONA.....</b>	<b>13</b>
I.    RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	14
II.   ORGANISATION ET CONTROLE.....	15
III.  ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL.....	17
IV.  REPARTITION DU CAPITAL AU 23 OCTOBRE 2002.....	17
V.    EFFECTIFS A FIN 2001 .....	18
<b>PARTIE IV : ACTIVITES DU GROUPE ONA .....</b>	<b>19</b>
I.    PRESENTATION DU GROUPE ONA.....	20
II.   PRESENTATION & ACTIVITE DES PRINCIPAUX METIERS DU GROUPE A FIN 2001 .....	21
<b>PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ONA.....</b>	<b>36</b>
I.    ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES.....	37
II.   ANALYSE DU BILAN D'ONA .....	44
III.  ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE .....	47
IV.  SITUATION A FIN JUIN 2002.....	49
<b>PARTIE VI : STRATEGIE &amp; PERSPECTIVES .....</b>	<b>51</b>
I.    STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE ONA .....	52
II.   PERSPECTIVES & PREVISIONS D'ONA S.A. ....	53
<b>PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE .....</b>	<b>56</b>
FACTEURS DE RISQUE .....	57
<b>PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS &amp; LITIGES.....</b>	<b>59</b>
<b>ANNEXES : ETATS &amp; RAPPORTS FINANCIERS.....</b>	<b>61</b>

## PREAMBULE

---

Le présent dossier d'information a été élaboré par BMCE CAPITAL, agissant en qualité d'Organisme Conseil de la société ONA dans le cadre d'un programme d'émission de Billets de Trésorerie pour un montant de MAD 300 000 000.

Ledit dossier d'information a été établi conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi N° 35-94 relative à certains titres de créances négociables, promulguée par le Dahir N° 1-95-3 du 24 chaâbane 1415 (26 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

En application de l'article 17 de la même loi, et tant que les titres de créances négociables seront en circulation, le dossier d'information fera l'objet de mises à jour annuelles, dans un délai de 45 jours après la tenue du conseil d'administration statuant sur les comptes du dernier exercice. Toutefois, des mises à jour occasionnelles pourront intervenir en cas de modification relative au plafond de l'encours des titres émis dans le cadre du présent programme, ou d'événement nouveau susceptible d'avoir une incidence sur la bonne fin du programme d'émission.

Les personnes en la possession desquelles le présent dossier d'information viendrait à se trouver, sont invitées par BMCE CAPITAL à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Les informations qualitatives et quantitatives contenues dans le présent document, sauf mention spécifique, proviennent essentiellement :

- des comptes sociaux d'ONA de 1999 à 2001 et des comptes sociaux semestriels 2002 ;
- du rapport des commissaires aux comptes pour les exercices 1999 à 2001 ;
- des différents commentaires, analyses et statistiques recueillis par nos soins auprès de la Direction d'ONA.

**BMCE CAPITAL**  
**Décembre 2002**

## ABREVIATIONS

---

<b>BNR</b>	Bénéfice Net Réel
<b>BT</b>	Billets de Trésorerie
<b>CA</b>	Chiffre d'affaires
<b>CAF</b>	Capacité d'Autofinancement
<b>CKD</b>	Completely Knocked Down (véhicules montés localement).
<b>CMBA</b>	Cobalt Métallurgique Bou-Azzer
<b>CMT</b>	Compagnie Minière de Touissit
<b>IGR</b>	Impôt Général sur le Revenu
<b>IS</b>	Impôt sur les Sociétés
<b>M MAD</b>	Millions de dirhams
<b>MAD</b>	Dirham
<b>NS</b>	Non significatif
<b>RNPG</b>	Résultat Net Part du Groupe
<b>ROCE</b>	Return On Capital Engaged (Rentabilité des Capitaux Investis)
<b>ROE</b>	Return On Equity (Rentabilité des Fonds Propres)
<b>SBM</b>	Société des Brasseries du Maroc
<b>TFZ</b>	Tanger Free Zone
<b>TVA</b>	Taxe sur Valeur Ajoutée

**PARTIE I : ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DU  
DOSSIER D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES  
COMPTES**

## **I. LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL**

Je soussigné, Bassim JAÏ HOKIMI, agissant en qualité de Président-Directeur Général de la société ONA, société anonyme au capital de 1.746.245.000 dirhams, dont le siège social est à Casablanca – 60, rue d'Alger,

Atteste par la présente qu'à ma connaissance, les données du dossier d'information relatif à l'émission par ONA de billets de trésorerie d'un montant de 300.000.000 de dirhams :

- sont conformes à la réalité ;
- comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'ONA ;
- ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

**Bassim JAI HOKIMI**  
Président-Directeur Général, ONA

## **II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables de la société ONA S.A., figurant dans le dossier d'information relatif à l'émission par elle, de billets de trésorerie d'un montant de 300.000.000 de dirhams, en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos les 31 décembre 1999, 2000 et 2001 ont fait l'objet de vérifications par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation

**Mostafa DAOUDI**  
Expert-Comptable Associé

Ernst & Young

**Aziz BIDAÏ**  
Expert-Comptable Associé

Price Waterhouse Coopers

### **III. L'ORGANISME CONSEIL**

---

Le présent dossier d'information a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient. Les informations proviennent de la Direction Générale de ONA et des commissaires aux comptes.

L'opération, objet du présent dossier d'information, est conforme aux dispositions de la loi N° 35-94 relative à certains Titres de Créances Négociables promulguée par le Dahir N° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) ainsi qu'aux procédures et règles de la législation marocaine

**Jaloul AYED**  
Vice-Président Directeur Général, BMCE CAPITAL

### **IV. LE RESPONSABLE DU DOSSIER D'INFORMATION**

---

**Madame Abla BENABDALLAH, Directeur de la Communication.**

**Groupe ONA,**  
60, rue d'Alger, Casablanca, Maroc.

Téléphone: +212 22 22 41 02.  
Télécopie : +212 22 26 10 64.

## PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

## I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

### 1. Cadre de l'opération

Conformément aux dispositions du Dahir N° 1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 janvier 1995) et des textes pris pour son application, la société ONA émet dans le public des Billets de Trésorerie – BT.

Le présent programme d'émission a été autorisé par le Président-Directeur Général d'ONA selon les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration du 08 avril 2002.

Préalablement à l'émission des titres, l'ONA met à la disposition du public le présent dossier d'information visé par le CDVM ; en application de l'article 15 de la loi susmentionnée.

### 2. Objectifs de l'émission

- ✍ Réduire le coût de financement d'ONA S.A. à court terme ;
- ✍ Diversifier les sources de financement à court terme.

## II. CARACTERISTIQUES DES BT ÉMIS

---

✍ <b>Montant global de l'émission</b>	MAD 300 000 000
✍ <b>Nombre de titres émis</b>	3 000 BT.
✍ <b>Valeur nominale unitaire</b>	MAD 100 000.
✍ <b>Nature juridique des titres</b>	Titres de Créances Négociables dématérialisés par inscription au dépositaire central (Maroclear).
✍ <b>Forme</b>	Au porteur
✍ <b>Maturité des BT</b>	A fixer au moment de l'émission, de 10 jours à 12 mois
✍ <b>Jouissance</b>	Fixé à chaque émission.
✍ <b>Taux d'intérêt</b>	Négociable, fixé à chaque émission en fonction des conditions du marché.
✍ <b>Païement du coupon</b>	Post-compté.
✍ <b>Remboursement du principal</b>	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de chaque Billet.
✍ <b>Garantie</b>	L'émission ne bénéficie d'aucune garantie.
✍ <b>Négociabilité des titres</b>	Totale auprès du réseau placeur de BMCE Bank, de gré à gré.

### III. MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ATTRIBUTION

#### 1. Bénéficiaires

Toute personne physique ou morale résidente ou non résidente.

#### 2. Modalités de souscription

✍ <b>Période de souscription</b>	A partir du 06 janvier 2003.
✍ <b>Réseau placeur</b>	BMCE BANK.
✍ <b>Domiciliaire de l'émission</b>	BMCE BANK.
✍ <b>Dépositaire central</b>	Règlement livraison des transactions entre les différents intermédiaires par MAROCLEAR.

### IV. REGIME FISCAL DES BILLETS DE TRESORERIE OFFERTS

---

Les intérêts perçus ou les profits réalisés par les porteurs de titres de créances négociables sont soumis à la fiscalité en vigueur dans le cadre du régime de droit commun.

Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur, s'appliquant aux titres de créances négociables, est le suivant :

#### 1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

##### ✍ **Personnes Résidentes**

##### 1. Personnes soumises à l'IGR

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à l'IGR au taux de :

- ✍ 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- ✍ 20% imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
  - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger ;
  - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

## 2. Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20% imputable à l'IS. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- ✍ la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- ✍ le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt des sociétés.

### ✍ **Personnes Non Résidentes**

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

## 2. Plus-values

### ✍ **Personnes Physiques Résidentes**

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'IGR, les profits nets de cession des titres de créance sont soumis à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- ✍ La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- ✍ L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- ✍ L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- ✍ Les profits ou la fraction des profits sur cession des titres de créance correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de MAD 20 000 ;
- ✍ La donation des titres de créance effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- ✍ D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- ✍ Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas

échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et ou acquisition.

✍ **Personnes Morales Résidentes**

Elles sont imposables sur les profits de cession de titres de créance négociables conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur le revenu.

✍ **Personnes Non Résidentes**

Les profits de cession des titres de créance réalisés par des personnes non-résidentes ne sont pas imposables.

## PARTIE III : PRESENTATION D'ONA

## I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

---

✍ <b>Dénomination sociale</b>	ONA.
✍ <b>Siège social</b>	60, rue d'Alger, Casablanca.
✍ <b>Forme juridique</b>	Société Anonyme de droit privé marocain régie par la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes.
✍ <b>Date de constitution</b>	31/11/1919.
✍ <b>Durée de vie</b>	99 ans.
✍ <b>Objet social résumé</b> (Article 3 des statuts)	<p>La société a pour objet, soit par création de sociétés nouvelles, soit par souscription, association ou autrement, la participation à toutes entreprises quelconques, industrielles, commerciales, de transport, financières, immobilières ou autres, ayant pour objet notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La création, l'achat, la vente, l'exploitation de tous services, de transports automobiles, particuliers ou en commun, des personnes et des marchandises ;</li><li>- La prise à bail, l'achat, la vente, la location, l'échange, la construction, la mise en valeur et l'exploitation de tous immeubles et biens immobiliers bâtis ou non bâtis ;</li><li>- La création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location et l'exploitation de tous établissements industriels et commerciaux relatifs à tous commerces et toutes industries ;</li><li>- La recherche, l'étude, l'obtention, l'acquisition sous toutes ses formes, l'amodiation, la mise en valeur, l'exploitation directe ou indirecte et la vente de tous gisements miniers, minerais et de tous droits et titres miniers ;</li><li>- Et, à cet effet, faire toutes études et opérations techniques, administratives, immobilières, mobilières se rattachant directement ou indirectement en totalité ou en partie à l'un quelconque des objets ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes.</li></ul>
✍ <b>Capital social actuel</b>	MAD 1 746 245 000 entièrement libéré, composé de 17 462 450 actions d'une valeur nominale de MAD 100.
✍ <b>Exercice social</b>	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre.
✍ <b>Numéro d'inscription au Registre de Commerce</b>	479.
✍ <b>Tribunal compétent en cas de litige</b>	Tribunal du Commerce de Casablanca.

## II. ORGANISATION ET CONTROLE

### 1 Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, l'ONA S.A. est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et quinze au plus, pris parmi les actionnaires, personnes physiques ou morales, et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'actuel conseil d'administration se compose de :

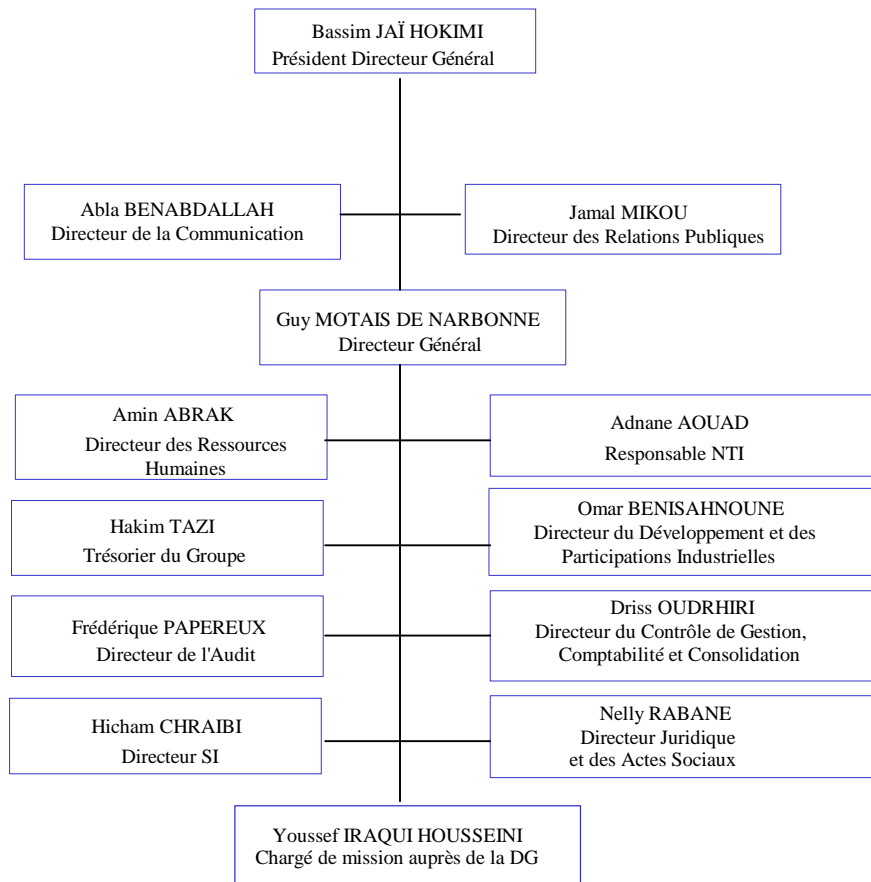
Nom	Fonction	Cooptation	Expiration du mandat
M. Bassim JAÏ HOKIMI	<b>Président</b>	2002	2005
M. Abdelaziz ALAMI	<b>Vice-Président</b>	1989	2007
M. ABDELKRIM BENNANI	<b>Administrateur</b>	1986	2004
M. Driss JETTOU	<b>Administrateur</b>	2000	2006
M. Guy MOTAIS DE NARBONNE	<b>Administrateur</b>	2000	2006
M. José Andres REIG	<b>Administrateur</b>	2000	2006
M. Frank RIBOUD	<b>Administrateur</b>	2000	2006
ERGIS, représentée par M. Mohammed Mounir EL MAJIDI	<b>Administrateur</b>	2002	2005
M. Abdelaziz TAZI	<b>Administrateur</b>	2000	2006
CIMR, représentée par M. Abdellatif JOUAHRI	<b>Administrateur</b>	1996	2002
MCMA, représentée par M. Abed YACOUBI SOUSSANE	<b>Administrateur</b>	1996	2002

Source : ONA

### 2 Commissaire aux comptes

✍ <b>PriceWaterhousecoopers</b>	101, Bd Massira Al Khadra, Casablanca
✍ <b>Ernst &amp; Young</b>	44, Rue Mohamed Smiha, Casablanca

### 3 Organigramme d'ONA S.A.



#### Liste des principaux dirigeants

Nom, Prénom	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Bassim JAI HOKIMI	Président-Directeur Général	2002
M. Guy MOATAIS DE NARBONNE	Administrateur Directeur Général	1999
M. Abdelaziz ABARRO	Directeur Général	1999

Les différentes directions d'ONA S.A. ont un rôle lié au fonctionnement du holding et entretiennent des relations transversales fonctionnelles (optimisation de la gestion, harmonisation des procédures) avec leurs homologues au sein des filiales du Groupe ONA.

### III. ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Année	Nombre de titres	Montant de l'augmentation	Montant du capital	Nature de l'opération
1998	56 950	5 695 000	1 725 695 000	Souscription réservée aux cadres dirigeants du Groupe
1999	60 000	6 000 000	1 733 421 000	Souscription réservée aux cadres dirigeants du Groupe
2000	75 000	7 500 000	1 739 195 000	Souscription réservée aux cadres dirigeants du Groupe
2001	70 500	7 050 000	1 746 245 000	Souscription réservée aux cadres dirigeants du Groupe

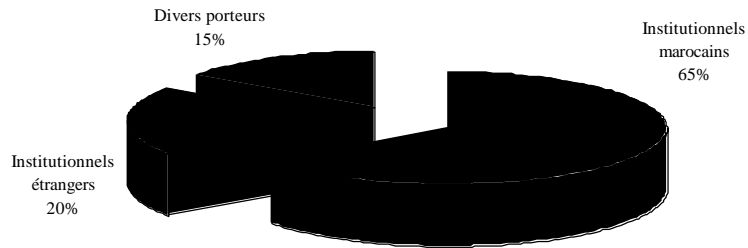
Source : ONA

### IV. REPARTITION DU CAPITAL AU 23 OCTOBRE 2002

Actionnaire	Actions détenues / Droits de vote	En % du Capital	Adresse
<b>Institutionnels marocains</b>	<b>11 607 291</b>	<b>64,93%</b>	
AXA	1 531 457	8,77%	Avenue Hassan II, Casablanca
MCMA / MAMDA	1 161 253	6,65%	16, rue Abou Inane, Rabat
Autres compagnies d'assurances	1 594 322	9,13%	-
ERGIS	2 359 177	13,51%	71, rue Allal Ben Abdellah, Casablanca
Banques	1 140 298	6,53%	-
CIMR	880 107	5,04%	100, Bd Abdelmoumen, Casablanca
CDG	799 780	4,58%	Place My El Hassan, Rabat
Autres	2 140 896	10,72%	-
<b>Institutionnels étrangers</b>	<b>3 447 088</b>	<b>19,78%</b>	
LAFICO	1 039 016	5,95%	Tripoli, Lybie
DANONE	473 232	2,71%	7, rue de Téhéran, Paris
Banco Santander Central Hispano	391 159	2,24%	Plaza Canalejas – 28 014, Madrid
Autres	1 543 681	8,88%	-
<b>Divers porteurs</b>	<b>2 408 072</b>	<b>15,29%</b>	-
<b>TOTAL</b>	<b>17 462 450</b>	<b>100,00%</b>	-

Source : ONA

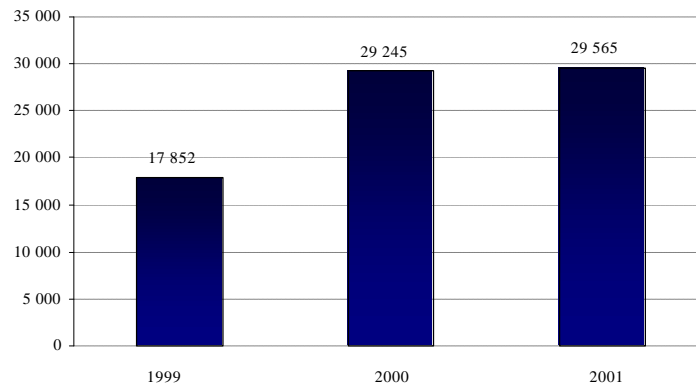
### Répartition du capital au 23 octobre 2002



Source : ONA

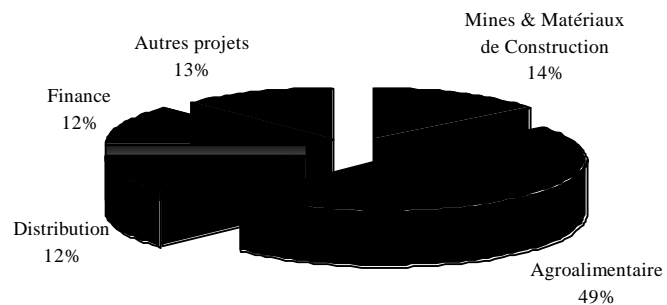
## V. EFFECTIFS A FIN 2001

### Evolution de l'effectif du Groupe ONA



L'effectif périmètre du Groupe ONA totalise, au 31 décembre 2001, 29 565 personnes. Il est réparti, par pôle d'activité, comme suit :

### Répartition des effectifs



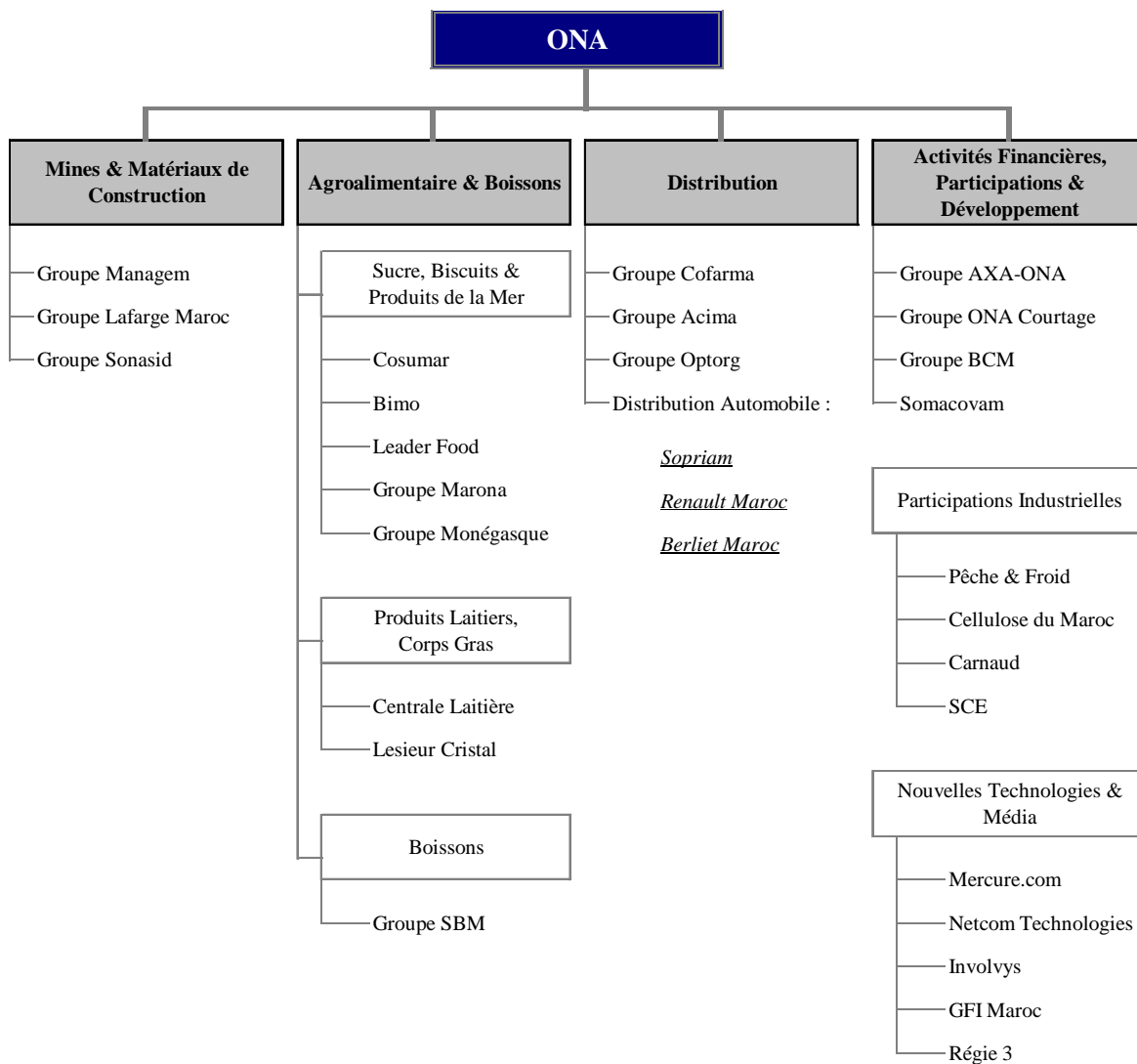
## PARTIE IV : ACTIVITES DU GROUPE ONA

## I. PRESENTATION DU GROUPE ONA

Créé en 1919, le Groupe ONA a longtemps développé ses activités autour de ses métiers historiques qui sont les mines, le transport et le tourisme. Mais, dès le début des années 80, le Groupe diversifie ses activités à travers des prises de participations majoritaires dans les secteurs de l'agroalimentaire (corps gras, huile, sucre, produits de la mer), de la banque et de l'assurance.

Dans les années 90, l'ONA s'oriente, en parallèle, vers des secteurs d'avant-garde en créant des ensembles intégrés dans la communication, la grande distribution et l'immobilier.

Aujourd'hui, l'ONA est un acteur de référence dans le secteur privé marocain. Le Groupe a décidé, à partir de 1995, le recentrage de ses activités sur les métiers jugés stratégiques où il bénéficie d'atouts concurrentiels importants : Les Mines & Matériaux de Construction, l'Agroalimentaire, la Distribution et la Banque – Assurance notamment.



## II. PRESENTATION & ACTIVITE DES PRINCIPAUX METIERS DU GROUPE A FIN 2001

### 1. Mines & Matériaux de Construction

Le Pôle Mines & Matériaux de Construction est constitué des sociétés suivantes :

Mines & Matériaux de Construction	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
<b>Groupe Managem</b>						
AGM	52,5	83,9	Globale	52,5	83,9	Globale
CMG	57,7	76,9	Globale	57,7	76,9	Globale
CTT	74,8	99,8	Globale	74,8	99,8	Globale
SMI	55,5	74,0	Globale	55,1	73,4	Globale
Managem	75,0	75,0	Globale	75,0	75,0	Globale
Reminex	75,0	100,0	Globale	75,0	100,0	Globale
Samine	74,8	100,0	Globale	74,8	100,0	Globale
Techsub	74,9	99,9	Globale	74,9	99,9	Globale
Somifer	74,8	100,0	Globale	74,8	100,0	Globale
Groupe Semafo consolidé	38,9	51,9	Equivalence	41,2	53,3	Equivalence
<b>Noratra</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>Globale</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>	<b>Globale</b>
<b>Groupe Lafarge</b>						
Lafarge Maroc	29,2	50,0	Globale	24,7	50,0	Globale
Lafarge Ciments	20,3	69,4	Globale	17,0	68,8	Globale
Lafarge Cementos	19,8	97,4	Globale	16,5	97,3	Globale
Lafarge Béton	20,0	100,0	Globale	16,8	100,0	Globale
Lafarge Plâtres	29,2	100,0	Globale	24,7	100,0	Globale
<b>Groupe Sonasid</b>						
Sonasid	12,3	21,1	Equivalence	9,9	20,0	Equivalence
Longométal Industrie			Fusion	9,89	100,0	Equivalence
<b>CMT</b>	<b>11,7</b>	<b>20,0</b>	<b>Equivalence</b>	<b>9,9</b>	<b>20,0</b>	<b>Equivalence</b>

Après prise en compte du périmètre de consolidation ci-dessus, les chiffres-clés ressortent comme suit :

Résultats (en M MAD)	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	3 942,0	4 204,8	+6,7%
Résultat d'exploitation consolidé	1 313,1	1 227,3	-6,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>372,2</b>	<b>272,9</b>	<b>-26,7%</b>
Capitaux propres consolidés part Groupe	1 074,7	1 211,6	+12,7%

Source : ONA

#### 1.1. MANAGEM

L'activité Mines représente le métier historique du Groupe ONA. Elle est structurée autour du Groupe MANAGEM qui détient aussi bien les sociétés d'exploitation que de valorisation et de service. L'activité de MANAGEM consiste à extraire, concentrer et commercialiser différents minerais : métaux de base, comme le cuivre, le zinc, le plomb ; métaux précieux, à savoir l'or et l'argent ; métaux stratégiques tels le cobalt et, enfin, la fluorine.

En aval de l'extraction, MANAGEM procède à la valorisation des minerais par voie hydro-métallurgique, aboutissant à des produits à forte valeur ajoutée tels que les cathodes de cobalt. En amont, l'exploration, la recherche et développement contribuent à l'élargissement du champ d'intervention du groupe.

L'exercice 2001 a été marqué par :

- ✍ Une conjoncture défavorable sur les marchés internationaux des matières premières minérales, matérialisée par une chute des cours des principaux minerais commercialisés par le groupe, à l'exception de l'or ;
- ✍ Le démarrage de la production d'or à Akka en avril 2001 ;
- ✍ Le lancement de la construction de l'usine de valorisation de calamine ;
- ✍ Le lancement du projet Jean & Gobelé en Guinée dont la mise en production a démarré en 2002.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	1 731,0	1 683,2	-2,8%
Résultat d'exploitation consolidé	641,4	372,9	-41,9%
Résultat courant consolidé	615,8	295,0	-52,1%
Résultat net consolidé	526,3	273,4	-48,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>305,4</b>	<b>160,4</b>	<b>-47,5%</b>

Source : ONA

A fin 2001, et compte tenu des conditions contraignantes de marché, le chiffre d'affaires consolidé de MANAGEM a accusé un repli de 2,8% à MAD 1 683 millions. Cette évolution a été maîtrisée grâce aux contrats de couverture mis en place en 2000, ainsi qu'à l'aboutissement de plusieurs projets de développement, dont le démarrage du projet Akka, le succès du projet CMBA II et la réussite du reengineering de la méthode d'exploitation de Samine.

En conséquence, le résultat d'exploitation, qui subit par ailleurs l'impact d'une augmentation des dotations aux amortissements liée à l'effort d'investissement, s'établit à MAD 373 millions, en retrait de 42% par rapport à l'exercice 2000.

Le résultat net part du groupe ressort à MAD 160 millions, en baisse de 48%. Il subit la réduction du résultat financier sous l'effet du renforcement de l'investissement et de l'incidence négative de l'ajustement de la parité du dirham.

### **1.2. Groupe LAFARGE Maroc**

Leader du marché national du ciment, le Groupe Lafarge continue d'améliorer sa pénétration du marché marocain dans chacune des branches qu'il investit : ciment, granulats & bétons et plâtre.

Sur les trois dernières années, la croissance du groupe a notamment tiré sa vigueur de la relance des logements sociaux financés dans le cadre du Fonds Hassan II et du lancement de plusieurs grands travaux d'infrastructure.

En 2001, les ventes nationales de ciment ont marqué une évolution de 7,7%. Le Groupe Lafarge a enregistré une progression de ses ventes de 8,4%, améliorant sa part de marché à 41,6%, et ce, grâce notamment :

- ✍ Aux effets positifs de la campagne agricole sur la consommation ;
- ✍ A l'instauration de la taxe sur le ciment<sup>1</sup> (MAD 50 par tonne) qui a induit une accélération des ventes au dernier trimestre de l'année 2001.

Au cours de cet exercice, le groupe a signé une convention d'investissement avec l'Etat de MAD 2,3 milliards sur trois ans. Les investissements prévus dans le cadre de cette convention sont essentiellement destinés à :

- ✍ Consolider le dispositif cimentier par augmentation des capacités de production et modernisation de l'outil productif ;
- ✍ Développer les différents métiers du groupe autres que le ciment : béton prêt à l'emploi, granulats, plâtre et chaux.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	2 205,5	2 515,6	14,1%
Résultat d'exploitation consolidé	670,0	850,8	27,0%
Résultat courant consolidé	686,2	891,1	29,9%
Résultat net consolidé	474,0	589,3	24,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>38,9</b>	<b>73,1</b>	<b>87,7%</b>

Source : ONA

Le résultat d'exploitation consolidé du groupe marque en 2001 un accroissement de 27%, et s'élève à MAD 851 millions. Cette évolution est redevable aux performances commerciales réalisées, ainsi qu'à l'amélioration des coûts de la sacherie et des additifs. Elle établit la marge opérationnelle à 33,8%, contre 30,4% une année auparavant.

Le résultat net consolidé part du groupe atteint à fin 2001 MAD 73,1 millions. Il est en progression de 88% par rapport à l'exercice 2000.

### 1.3. SONASID

SONASID représente la première industrie sidérurgique du Maroc. Privatisée en 1997, la société est actuellement contrôlée par le Groupe ONA en partenariat notamment avec le groupe espagnol ACERALIA, spécialisé en sidérurgie.

SONASID opère dans le marché du rond à béton et du fil machine, destinés à 95% au secteur de la construction. Leader, la société détient à fin 2001 près de 90% de ce marché. L'évolution du marché sera marquée par le durcissement de la concurrence, induit tant par l'adhésion du Maroc à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), que par l'entrée en vigueur en 2000 de l'accord d'association avec l'Union Européenne.

Dans l'objectif d'assurer sa compétitivité dans un marché entièrement ouvert, la SONASID investit de manière continue dans l'outil de production et dans les procédés permettant l'amélioration et l'élargissement des standards de qualité de ses produits.

C'est ainsi que l'exercice 2001 a connu le démarrage de la construction d'un nouveau laminoir à Jorf Lasfar correspondant à un investissement de MAD 600 millions, l'obtention de la certification ISO 9002 pour les activités de production et de commercialisation du site de Nador, ainsi que la décision

<sup>1</sup> Effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

d'investir dans une aciérie à Jorf Lasfar. 2001 a, également, été l'année de fusion de la société avec LONGOMETAL Industries.

L'activité commerciale de SONASID a progressé au terme de 2001 de 9,5%, grâce à une hausse combinée des tonnages vendus (+4,8%) et des prix de vente moyens (+4,8%). Le résultat net part du groupe est ressorti à MAD 33 millions. Son augmentation s'établit à 29%, sous l'effet de :

- ✍ La dynamique commerciale enregistrée au courant de l'exercice ;
- ✍ L'amélioration des coûts opérationnels consécutive à la baisse des droits de douane sur la billette<sup>2</sup> en juillet 2001 et à la réduction des ratios de consommation énergétique ;
- ✍ L'accroissement du résultat financier engendré par la réalisation de gains de change sur la couverture de devises (euros) relative au projet du laminoir de Jorf Lasfar.

## 2. Agroalimentaire & Boissons

Le Pôle Agroalimentaire & Boissons est constitué des sociétés suivantes :

Agroalimentaire & Boissons	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
<b>SUCRE, BISCUIT ET PRODUIT DE LA MER</b>						
<b>Sucre</b>						
Cosumar	60,3	64,1	Globale	59,5	64,1	Globale
<b>Snacks</b>						
Bimo	29,2	50,0	Globale	24,7	50,0	Globale
Leader Food	29,2	50,0	Globale	24,7	50,0	Globale
<b>Groupe Marona</b>						
Albero	98,4	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Arpem	98,6	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
IFM	98,1	99,4	Globale	100,0	100,0	Globale
Marona	98,7	98,7	Globale	100,0	100,0	Globale
<b>Groupe La Monégasque</b>						
Almar	100	100	Globale	100	100	Globale
Framosa	99,9	99,9	Globale	100	100,0	Globale
Jean Gui	100	100	Globale	100,0	100	Globale
La Monégasque France	100	100	Globale	100	100	Globale
La Monégasque Maroc	100,0	100,0	Globale	100	100,0	Globale
<b>PRODUITS LAITIERS ET CORPS GRAS</b>						
<b>Corps gras</b>						
CMH	100	100	Globale	100	100,0	Globale
HGMO	70,8	100	Globale	69	100,0	Globale
Lesieur	70,8	79,1	Globale	69	79,1	Globale
Fireal	70,8	100	Globale	69	100,0	Globale
Oleor	70,8	100	Globale	72,1	100,0	Globale
Sicaf	70,8	100	Globale	69	100,0	Globale
<b>Produits laitiers</b>						
Centrale laitière	51,9	52,1	Globale	57,1	57,1	Globale
Garage Rey			Globale	57	99,9	Déconsolidé
Fromagerie des Doukkala	41,6	80	Globale	45,7	80,0	Globale
Pingouin	51,8	99,8	Globale	57	99,8	Globale

<sup>2</sup> Lingot d'acier laminé.

Agroalimentaire & Boissons	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
<b>BOISSONS</b>						
<b>Groupe SBM</b>						
Brasserie du Maroc	31,9	54,5	Globale	26,1	52,7	Globale
Branoma	25,3	68,7	Globale	18,4	61,9	Globale
Brasserie de Tanger	31,9	100	Globale	26,1	100,0	Globale
Sotherma	13,2	30	Globale	16,8	50,0	Globale
SIM	31,9	100	Globale	26,1	100,0	Globale
SCBG	31,9	100	Globale	26,1	100,0	Globale
CMB Plastique	30,5	49	Equivalence	25,4	100,0	Equivalence
Maropac	31,9	100	Globale	26,1	100,0	Globale

Après prise en compte du périmètre de consolidation ci-dessus, les chiffres-clés ressortent comme suit :

<b>Résultats (en M MAD)</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	11 574,5	11 696,3	+1,1%
Résultat d'exploitation consolidé	1 268,2	1 395,4	+10,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>512,5</b>	<b>595,1</b>	<b>+16,1%</b>
Capitaux propres consolidés part Groupe	2 331,6	2 834,8	+21,6%

Source : ONA

## 2.1. Groupe Société des Brasseries Du Maroc

Ayant ses activités sur le secteur des boissons qui inclut la bière, les boissons gazeuses et l'eau minérale, le Groupe Société des Brasseries Du Maroc est leader sur son marché. Il contrôle, en sus de la maison mère, sept autres sociétés à savoir : Branoma, Brasseries de Tanger, Sotherma, SIM, CMB Plastique, Maropac et SCBG.

Le groupe noue des partenariats stratégiques avec des entreprises de référence sur l'échelon international, notamment Coca-Cola, Heineken et Carnaud. L'éventail de ses partenaires a été étoffé en 2001 à travers le rapprochement avec le Groupe Danone dans le domaine de l'eau embouteillée, par la prise de participation du groupe français de 30% du capital de la société Sotherma.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	2 575,9	2 426,2	-5,8%
Résultat d'exploitation consolidé	272,4	288,5	5,9%
Résultat courant consolidé	262,8	276,9	5,4%
Résultat net consolidé	144,8	149,1	2,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>-11,0</b>	<b>-6,1</b>	<b>NS</b>

Source : ONA

Les activités du groupe ont connu en 2001 des évolutions relativement contrastées. En effet, l'activité bière, qui draine près de la moitié du chiffre d'affaires consolidé, a enregistré une croissance des ventes en volume de 6%. Quant à l'activité des boissons gazeuses, elle a décliné de 4%, affectée par les conditions climatiques défavorables de l'année et la réduction des ventes aux autres concessionnaires de Coca Cola. L'activité eau minérale qui connaît une intensification de la concurrence a affiché, pour sa part, une évolution de -23,2%.

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé accuse au cours de cet exercice un repli de 5,8% à MAD 2 426 millions. Toutefois, grâce à l'amélioration des rendements industriels et de la consommation énergétique qui a permis de contrebalancer le renchérissement des matières premières et des emballages bières, le résultat d'exploitation s'est inscrit en hausse de 6% pour atteindre MAD 289 millions. Le résultat net part du groupe, après amortissement de l'écart d'acquisition, a donc gagné MAD 5 millions pour atteindre MAD -6 millions.

## 2.2. Groupe Centrale Laitière

Partenaire du Groupe Danone, Centrale Laitière est leader sur son marché qu'elle approvisionne en lait frais et UHT, ainsi qu'en yaourts et desserts lactés. La société collecte sa matière première auprès de 600 éleveurs et coopératives, répartis sur différentes zones de collecte. Des centres de collecte situés à proximité des zones de ramassage, alimentent les cinq sites de production qui en assurent la transformation.

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	2 650,9	2 788,2	5,2%
Résultat d'exploitation consolidé	283,9	336,0	18,4%
Résultat courant consolidé	315,9	385,2	21,9%
Résultat net consolidé	199,6	251,1	25,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>111,9</b>	<b>128,6</b>	<b>14,9%</b>

Source : ONA

Centrale Laitière poursuit son activité dans un contexte de morosité économique induite par la succession de plusieurs années de sécheresse. La société réussit cependant à améliorer ses performances commerciales, réalisant en 2001 une progression de 5,2% du chiffre d'affaires consolidé à MAD 2 788 millions.

Elle s'est, pour ce faire, attelée à développer la chaîne de froid, ce qui, associé à l'ouverture de nouvelles agences (à Safi et à Casa Aïn Sebaâ) et à une communication ciblée, a généré une marge additionnelle sur les ventes de produits valorisés ou rénovés. L'augmentation du chiffre d'affaires combinée à l'amélioration des coûts a impliqué une progression du résultat d'exploitation de 18,4% à MAD 336 millions.

Le résultat net consolidé a ainsi augmenté de 26% à MAD 251 millions, tiré notamment par l'évolution positive du résultat financier suite à l'impact favorable de l'augmentation de capital opérée. Le résultat net part du groupe s'est établi à MAD 129 millions.

## 2.3. Groupe Lesieur Cristal

En tête du secteur des corps gras, Lesieur Cristal est producteur d'une large gamme d'huiles de table et d'olive, mais aussi de savons de ménage et, depuis 2001, d'eau de javel.

Le secteur des oléagineux a fait l'objet d'une libéralisation entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2000, dont les effets se sont pleinement fait sentir en 2001. Fruit de la concertation des autorités de tutelle avec les professionnels de ce secteur, la réforme initiée combine :

- ✍ D'une part, la protection de certaines activités telles les cultures de tournesol et les huiles raffinées, et le durcissement de la concurrence ;
- ✍ Et, d'autre part, l'intérêt du consommateur au niveau du prix et de la qualité.

Lesieur Cristal s'est en conséquence orienté vers une réorganisation de la distribution, la restructuration de ses sites de production, ainsi que la diversification de son offre de produits, via la commercialisation de l'eau de javel en septembre 2001.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	2 700,3	2 641,0	-2,2%
Résultat d'exploitation consolidé	353,6	369,4	4,5%
Résultat courant consolidé	403,2	422,8	4,9%
Résultat net consolidé	247,8	296,8	19,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>170,3</b>	<b>209,7</b>	<b>23,2%</b>

Source : ONA

C'est donc dans une conjoncture difficile marquée par un fléchissement de la consommation après trois années de sécheresse successives, que Lesieur Cristal a clôturé l'exercice 2001 avec un chiffre d'affaires consolidé en repli de 2% à MAD 2 641 millions.

L'exploitation du groupe a été affectée par plusieurs facteurs exogènes, dont notamment :

- ✍ Le renchérissement des cours de matières premières à la fin du premier semestre ;
- ✍ La dégradation de la campagne nationale d'huile d'olive et de graines de tournesol ;
- ✍ La remontée du cours du dollar US, aggravée par la dévaluation du dirham.

Toutefois, les gains de productivité réalisés au cours de l'année ont permis au résultat d'exploitation consolidé de croître de 4,5% à MAD 369 millions. Le résultat net part du groupe s'est, pour sa part, amélioré de 23% à MAD 210 millions.

#### **2.4. COSUMAR**

COSUMAR est le premier opérateur du secteur sucrier au Maroc. La société opère à la fois comme producteur de sucre brut et comme principal raffineur, commercialisant pains, lingots, morceaux et granulés. Elle investit pour son développement dans l'objectif de satisfaire les besoins de son marché, en garantissant la qualité de ses produits, et reste impliquée dans l'amont agricole afin de sécuriser ses approvisionnements de matières premières en qualité et quantité.

L'évolution du marché du sucre demeure corrélée aux performances du secteur agricole, qui ressent les contrecoups de plusieurs années de sécheresse consécutives. Depuis le 01 juillet 1996, COSUMAR n'opère plus dans un cadre administré comme façonnier pour le compte de l'Etat sur la base d'un forfait de raffinage. Mais elle continue à subir le gel des prix de vente au seuil fixé en 1989, en dépit du renchérissement du coût des matières premières et du développement des investissements. A cela s'ajoute le coût d'acquisition du sucre brut importé à des tarifs douaniers dégressifs, qui portent le prix rendu à l'usine du sucre brut à quelques MAD 4 700 par tonne.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	2 633,8	2 751,8	4,5%
Résultat d'exploitation consolidé	153,8	236,6	53,9%
Résultat courant consolidé	213,3	330,1	54,7%
Résultat net consolidé	151,8	280,6	84,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>90,3</b>	<b>169,2</b>	<b>87,5%</b>

Source : ONA

Le chiffre d'affaires consolidé de COSUMAR a atteint à fin 2001 MAD 2 752 millions, marquant un accroissement de 4,5% et portant la part de marché de la société à 65%. Cette performance découle du niveau exceptionnellement élevé de la campagne de betterave traitée et de sa qualité. Elle est également due à l'adjonction de nouvelles lignes de moulage (lingot / morceau) à Zemamra.

Le résultat d'exploitation consolidé s'est en conséquence accru de près de 54% à MAD 237 millions, tiré par le relèvement des rendements de la matière première, et par l'amélioration de la productivité et des normes de consommation des unités de production. Le résultat net part du groupe s'est élevé à MAD 169 millions, en hausse de 88%, grâce notamment à une amélioration du résultat financier liée à une meilleure gestion du besoin en fonds de roulement.

## 2.5. Produits de la Mer

Les Produits de la Mer incluent les métiers de la pêche céphalopodière à travers MARONA et ses filiales, et la semi-conserve d'anchois via le Groupe La MONEGASQUE. MARONA exploite une flotte d'une trentaine de chalutiers-congélateurs spécialisés dans la pêche aux céphalopodes ; elle commercialise ses prises au Japon et en Europe. La Monégasque se positionne en leader mondial de la semi-conserve d'anchois ; ses produits sont principalement destinés à l'exportation.

L'activité Produits de la Mer subit la raréfaction des ressources céphalopodières. L'année 2001 a en conséquence connu :

- ✍ Un rallongement de la période de repos biologique qui est passée de 5 mois en 2000 à 7 mois en 2001 ;
- ✍ La décision des pouvoirs publics de fixer les quotas de capture et d'instituer des prix minima pour les filières de pêche du poulpe.

Le marché de l'anchois a, par ailleurs, enregistré une reprise de la pêche en janvier 2001, après la pénurie du second semestre 2000.

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	630,4	679,3	7,7%
Résultat d'exploitation consolidé	154,5	91,1	-41,0%
Résultat courant consolidé	166,1	100,7	-39,4%
Résultat net consolidé	155,1	92,1	-40,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>155,1</b>	<b>91,6</b>	<b>-40,9%</b>

Source : ONA

Le chiffre d'affaires consolidé a progressé en 2001 de 7,7% à MAD 679 millions. Il est soutenu par l'activité de La Monégasque qui consolide sa part de marché mondiale, en Italie et aux Etats Unis notamment.

Le résultat d'exploitation consolidé s'est établi à MAD 91 millions, contre MAD 155 millions à fin 2000, impacté notamment par l'incidence négative de la prolongation du repos biologique qui a entraîné une baisse de 31% des volumes capturés. Le résultat net part du groupe a atteint MAD 92 millions, en recul de 41%.

## 2.6. BIMO & LEADER FOOD

Le Groupe ONA s'est doté en 1999 d'une activité de biscuiterie, à travers l'acquisition, en partenariat et de façon paritaire avec le Groupe DANONE, de 100% du capital de la société BIMO, leader sur le marché marocain du biscuit. La pénétration de ce marché a été renforcée en 2000 par l'acquisition de LEADER FOOD, spécialisé dans les chips et snacks, en partenariat toujours (50% - 50%) avec DANONE.

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	383,2	409,8	6,9%
Résultat d'exploitation consolidé	50,1	73,8	47,4%
Résultat courant consolidé	47,0	71,6	52,3%
Résultat net consolidé	5,2	26,7	NS
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>-4,0</b>	<b>2,1</b>	<b>NS</b>

Source : ONA

En 2001, le marché des biscuits a connu une évolution légèrement positive en dépit d'un contexte difficile, marqué notamment par une abondance de l'offre et une faiblesse du pouvoir d'achat.

Le chiffre d'affaires consolidé de BIMO et de LEADER FOOD croît, pour sa part, de 7% à MAD 410 millions. Cette progression se doit à une stratégie marketing appropriée, à l'exploitation d'une nouvelle ligne de pâtisserie pour BIMO et à une meilleure maîtrise du réseau de distribution par LEADER FOOD.

Le développement de l'activité commerciale a ainsi été à l'origine d'une croissance du résultat net consolidé qui s'est monté à MAD 27 millions. Le résultat net part du groupe a été de MAD 2,1 millions contre MAD -4 millions un exercice auparavant.

## 3 Distribution

Le Pôle Distribution est constitué des sociétés suivantes :

DISTRIBUTION	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
<b>Groupe Optorg consolidé</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>Globale</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>Globale</b>
<b>Groupe Cofarma</b>						
Cofarma	51	51,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Sodigec 1	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Sodigec 2 (Marjane Casa)	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Marrakech (Sod 4)	51,0	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Bouregreg (WADIS 1)	51,0	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Californie (WADIS 2)	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Agadir	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Aïn Sebaâ	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Marjane Hay Riad	51	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
<b>Automobile</b>						
SGA	70,3	100	Globale	91	100	Globale
Sopriam	70,3	91,0	Globale	91	91,0	Globale
Renault Maroc	11,7	20,0	Equivalence	9,9	20,0	Equivalence
Berliet Maroc	20,9	35,8	Equivalence	17,6	35,7	Equivalence
<b>Groupe Acima</b>						
Acima SA	51	51,0	Globale			
Marjane Twin Center (Sod 5)	51	100,0	Globale	100	100,0	Globale

Après prise en compte du périmètre de consolidation ci-dessus, les chiffres-clés ressortent comme suit :

<b>Résultats (en M MAD)</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	4 601,7	6 531,0	+41,9%
Résultat d'exploitation consolidé	317,1	401,3	+26,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>156,2</b>	<b>222,4</b>	<b>+42,4%</b>
Capitaux propres consolidés part Groupe	600,8	871,9	+45,1%

Source : ONA

### 3.1. Grande Distribution

Pionnier de la distribution moderne au Maroc, le Groupe ONA a introduit en 1990 le concept d'hypermarché, à travers le holding COFARMA qui exploite l'enseigne MARJANE. En janvier 2001, le Groupe ONA a conclu un partenariat stratégique avec le groupe français AUCHAN, qui s'est concrétisé par la cession par l'ONA de 49% de COFARMA à ce dernier. Cet accord vise l'accélération de l'implantation d'hypermarchés et la création d'une chaîne de supermarchés, via l'enseigne ACIMA.

Au cours de ce même exercice, les Groupes ONA et AUCHAN ont signé avec l'Etat une convention portant sur un investissement de MAD 1,7 milliard, ayant pour objectif la création sur les cinq prochaines années de 8 hypermarchés et de 25 supermarchés dans les principales villes du Royaume. A fin 2001, le nombre d'hypermarchés et de supermarchés du Groupe s'élève respectivement à 6 et 2.

<b>En M MAD</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>Var %</b>
Chiffre d'affaires consolidé	1 514,5	2 239,7	47,9%
Résultat d'exploitation consolidé	37,6	-7,4	NS
Résultat courant consolidé	43,0	-25,1	NS
Résultat net consolidé	29,1	-24,1	NS
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>29,1</b>	<b>-12,3</b>	<b>NS</b>

Source : ONA

La Grande Distribution a généré au titre de l'année 2001 un chiffre d'affaires consolidé de MAD 2 240 millions, en augmentation de 48%. Cette croissance trouve son origine dans l'extension du réseau d'hypermarchés (Agadir) et dans la réalisation de la première année de pleine activité pour les deux magasins ouverts en 2000.

Le résultat d'exploitation consolidé a cependant été déficitaire de MAD -7,4 millions, sous l'effet :

- ✍ Du fléchissement des ventes de pas de portes des galeries commerciales par rapport à 2000 ;
- ✍ De la constatation de provisions sur stocks ;
- ✍ De l'arrêt des ventes d'électroménager dans un magasin à Casablanca (Twin Center) ;
- ✍ Et des frais occasionnés par le démarrage du projet ACIMA.

Le résultat net part du groupe s'affiche à fin 2001 à MAD -12,3 millions, contre MAD 29,1 millions un an auparavant.

### 3.2. Groupe OPTORG

Avec le Groupe OPTORG, l'ONA opère dans le métier de distribution de biens d'équipement, notamment des engins Caterpillar, destinés à plusieurs pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest.

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	2 024,8	2 495,9	23,3%
Résultat d'exploitation consolidé	166,9	187,0	12,0%
Résultat courant consolidé	191,9	222,9	16,1%
Résultat net consolidé	67,1	135,7	NS
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>65,1</b>	<b>133,8</b>	<b>NS</b>

Source : ONA

Le Groupe réalise en 2001 un chiffre d'affaires consolidé de MAD 2 496 millions. Il marque une croissance annuelle de plus de 23%, tirée notamment par le développement du projet Pipeline Tchad / Cameroun dont le démarrage a eu lieu en 2000.

Le résultat d'exploitation s'apprécie de 12%. Le résultat net part du Groupe s'établit à MAD 134 millions, contre MAD 65 millions l'exercice précédent.

### 3.2. Distribution Automobile

L'activité de Distribution Automobile du Groupe ONA est structurée autour de SOPRIAM, représentant les marques Citroën et Peugeot, et des participations dans RENAULT Maroc et BERLIET Maroc.

#### 3.2.1. Groupe SOPRIAM

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	1 062,5	1 795,4	69,0%
Résultat d'exploitation consolidé	112,6	221,7	96,9%
Résultat courant consolidé	115,9	217,7	87,9
Résultat net consolidé	59,7	138,1	NS
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>54,3</b>	<b>97,0</b>	<b>78,6%</b>

Source : ONA

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe SOPRIAM ressort à fin 2001 à MAD 1 795 millions, soit une évolution de 69%. Leader sur le segment des voitures particulières, le groupe doit également sa performance commerciale au succès des voitures utilitaires qui lui assure le leadership sur le segment des utilitaires CKD, avec 69% de part de marché. Le résultat d'exploitation double quasiment pour atteindre MAD 222 millions.

#### 3.2.2. RENAULT Maroc & BERLIET Maroc

Quant à l'activité commerciale de RENAULT Maroc, elle a accusé en 2001 une baisse de 21%, suite au renforcement de la concurrence notamment. BERLIET Maroc réussit, par ailleurs, sa pénétration du marché, consolidant sa position de leader sur le marché des véhicules industriels, grâce à la commercialisation de la gamme KIA. Le résultat net part du groupe des participations dans RENAULT et BERLIET s'établit à MAD 4 millions, en baisse de MAD 4 millions par rapport à 2000.

## 4 ONA, Portefeuille & Autres Métiers

Le Pôle ONA, Portefeuille & Autres Métiers est constitué des sociétés suivantes :

HOLDING, FINANCE, PARTICIPATIONS ET MEDIAS	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
<b>ACTIVITES FINANCIERES</b>						
<b>Groupe AXA-ONA</b>						
AXA Assurance Maroc	49	49,0	Equivalence	49,0	49,0	Equivalence
AXA-ONA	49	49,0	Equivalence	49,0	49,0	Equivalence
<b>Groupe ONA Courtage</b>						
Agma Lahlou - Tazi	25,5	50,0	Equivalence	25,5	50,0	Equivalence
Vidal	51,0	100,0	Equivalence	51,0	100,0	Equivalence
ONA Courtage	51	51,0	Globale	51,0	51,0	Globale
<b>BANQUES ET CREDITS</b>						
BCM	20,8	20,8	Equivalence	20,8	20,8	Equivalence
Eqdom	21,4	36,6	Equivalence	18,1	36,6	Equivalence
ALD Automotive Maroc	17,6	25,0	Equivalence			
Somacova	58,4	100,0	Globale	49,4	100,0	Globale
<b>PARTICIPATIONS INDUSTRIELLE</b>						
<b>Groupe SCE</b>						
SCE	22,9	39,2	Globale	19,4	39,2	Globale
Atochem	22,9	100,0	Globale	19,4	100,0	Globale
Hydro Agri Trade Maroc	19,6	11,5	Proportionnelle	9,7	50,0	Proportionnelle
Marost	99,8	100,0	Globale	100	100,0	Globale
Cellulose du Maroc	12,4	21,3	Equivalence	10,5	21,3	Equivalence
H-Expansion	50	50,0	Globale	50	50,0	Globale
Longométal Afrique	28,2	48,3	Globale	23,9	48,3	Globale
Carnaud Maroc	19,9	34,1	Equivalence	16,8	34,1	Equivalence
Groupe Pêche et Froid consolidé	99,1	99,1	Globale	100	100,0	Globale
<b>NOUVELLES TECHNOLOGIES &amp; MEDIAS</b>						
Régie 3	50	50,0	Globale	50	50,0	Globale
Involys	19,5	33,3	Equivalence			
Mercure.com	58,5	100,0	Globale			
RMI	23,2	23,2	Equivalence	23,2	23,2	Equivalence
<b>HOLDING ET PORTEFEUILLE</b>						
ONA	100	100,0	Mère	100	100,0	Mère
DAN Maroc	99,8	99,8	Globale	99,8	99,8	Globale
SFGP	100	100,0	Globale	100	100,0	Globale
F31 (ex Financière Diwan)	100	100,0	Globale	100	100,0	Globale
SNI SA	58,4	58,5	Globale	49,4	56,4	Globale
OHIO	58,4	100,0	Globale	49,4	100,0	Globale
Copropar	100	100,0	Globale	60	60,0	Globale
Financière Emballage	29,2	50,0	Equivalence	24,7	50,0	Equivalence
ONA International	100	100,0	Globale	100	100,0	Globale

Tourisme & Aménagement	2001			2000		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
Agema	51,1	51,1	Globale	50	51,2	Globale
Cabo Beach Golf	90	90,0	Globale	90,0	90,0	Globale
CDI	27,5	50,0	Globale	27,5	50,0	Globale
Centuris	30	60,0	Globale	30,0	60,0	Globale
Darwa	50	50,0	Globale	50,0	50,0	Globale
El Intiaz	50	50	Globale	50	50	Globale
HCO	35	35,0	Equivalence	35,0	35,0	Equivalence
Mandarona	50	50,0	Globale	50,0	50,0	Globale
Marodec	100	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
Mestona	35	35,0	Equivalence	35,0	35,0	Equivalence
OB / Tensift	40	60	Globale	40	60	Globale
Oulad Taleb	50	50,0	Globale	50,0	50,0	Globale
SAT	100	100,0	Globale	50,0	50,0	Globale
CMO	100	100,0	Globale	100,0	100,0	Globale
SCII	40	40,0	Equivalence	40,0	40,0	Equivalence
Villeneuve	38	38	Equivalence	38	38	Equivalence
Sapino	19,9	34,0	Equivalence	16,8	34,0	Equivalence
Tanger Free Zone	15	25,7	Equivalence	12,7	25,7	Equivalence

Après prise en compte du périmètre de consolidation ci-dessus, les chiffres-clés ressortent comme suit :

En M MAD	2000	2001	Var %
Chiffre d'affaires consolidé	1 847,8	1 880,0	+1,7%
Résultat d'exploitation consolidé	-60,7	-8,7	NS
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>660,4</b>	<b>696,7</b>	<b>+5,5%</b>
Capitaux propres consolidés part Groupe	5 681,0	6 352,5	+11,8%

Source : ONA

Cette Branche regroupe les Activités Financières, le Tourisme & Aménagement, les Nouvelles Technologies et Médias, les diverses participations industrielles et l'ONA S.A.

#### 4.1. Activités Financières

Le Pôle Financier d'ONA regroupe les Groupes AXA-ONA, ONA Courtage, BCM, et EQDOM.

##### 4.1.1. Groupe AXA-ONA

AXA Assurance Maroc est née de la fusion entre la Compagnie Africaine d'Assurances, filiale du Groupe ONA, et AXA Al Amane, filiale marocaine du Groupe AXA ; elle est actuellement l'un des acteurs majeurs du secteur des assurances au Maroc, s'adjudicant une part de marché de 21%. AXA-ONA est contrôlé à 49% par l'ONA, qui renforce ainsi sa présence sur un secteur à fort potentiel de croissance au Maroc.

Le marché de l'assurance est caractérisé par une forte concurrence, impliquant une baisse tendancielle des tarifs, lesquels ont été libéralisés à compter du 06 juillet 2001 (à l'exception de la responsabilité civile automobile, reportée en 2005). Les performances du secteur en 2001 ont été limitées par la morosité de la conjoncture économique et du marché financier, ainsi que par l'impact négatif des événements du 11 septembre qui ont été à l'origine d'un renchérissement de la réassurance.

Dans ce contexte, les primes émises par AXA Assurance Maroc ont totalisé MAD 2 194 millions, en hausse de 5% par rapport à l'année 2000.

#### 4.1.2. Banque Commerciale du Maroc

Dans le domaine de la banque, le Groupe ONA est, en partenariat avec Banco Santander Central Hispano, actionnaire de référence de la Banque Commerciale du Maroc.

La BCM a opéré, en 2001, dans un contexte de marché marqué par la sur-liquidité, accentuant la concurrence entre établissements bancaires. L'exercice a parallèlement connu un renforcement du dispositif prudentiel par Bank Al Maghrib, notamment en ce qui concerne le coefficient minimum de solvabilité, et le coefficient maximum de division des risques, ainsi que les mesures de contrôle interne.

A la clôture de l'exercice, le produit net bancaire de la BCM a progressé de 10,4% par rapport à l'exercice précédent.

#### 4.1.3. ONA Courtage

Les Activités Financières du Groupe ONA s'étendent également au domaine du courtage en assurance, à travers Agma Lahlou-Tazi, partenaire du leader mondial de ce secteur, l'américain Marsh Inc. L'activité d'Agma Lahlou-Tazi connaît une croissance soutenue, se traduisant en 2001 par une progression de 9% des encaissements et une augmentation de MAD 3,3 millions du résultat net part du groupe.

#### 4.1.2. Autres activités financières

Elles intègrent notamment la participation, via la SNI, dans le capital de Crédit EQDOM, le leader national de crédit à la consommation. Le RNPG d'EQDOM a atteint à fin 2001 MAD 8,3 millions, contre MAD 6,9 millions un exercice auparavant. La société a été cédée en 2002 au Groupe Société Générale pour le prix de MAD 489 millions.

### **4.2. Immobilier & Aménagement**

#### 4.2.1. Immobilier

Dans le cadre du recentrage de son activité sur ses métiers de base, le Groupe ONA poursuit le désinvestissement et le déstockage accélérés de ses actifs immobiliers. Ainsi, le RNPG de l'Immobilier ressort à fin 2001 à près de MAD -1 million, comparé à MAD 13 millions l'exercice précédent (ce dernier résultat intégrant une reprise nette de provisions de MAD 15 millions).

#### 4.2.2. Aménagements

L'activité Aménagements est assurée par Tanger Free Zone (TFZ), filiale de la SNI. TFZ a pour mission l'aménagement, la promotion, la gestion et la commercialisation de la zone franche d'exportation de Tanger. L'objectif de la création de cette zone est d'offrir aux investisseurs, étrangers notamment, une plate-forme moderne attractive.

Cette filiale a démarré son activité en avril 2001. Son premier exercice s'est soldé par des ventes de MAD 96 millions, se traduisant par un résultat net part du groupe de l'ordre de MAD 1,4 million.

### **4.3. Nouvelles Technologies & Média**

Le Groupe ONA a affirmé sa volonté de renforcer sa présence sur le secteur des nouvelles technologies, en créant une société de service et d'ingénierie informatique – MERCURE.COM.

L'activité Nouvelles Technologies & Médias comprend désormais, outre la nouvelle entité créée, Régie 3 (publicité), Radio Méditerranée International et Involvy (édition de logiciels distribués au Maroc et à l'international).

#### ***4.4. Autres participations industrielles***

Les autres participations industrielles du Groupe comprennent notamment Pêche & Froid, la Société Chérifienne d'Engrais, Carnaud Maroc, Cellulose du Maroc et Marost. Le chiffre d'affaires consolidé de cet ensemble réalise en 2001 une évolution annuelle de 6%, attribuable en grande partie au redressement commercial du groupe Pêche & Froid à l'export.

#### ***4.5. ONA S.A. et Portefeuille***

Cet ensemble regroupe SNI S.A., ONA S.A. et les filiales directement gérées par cette dernière. Son résultat d'exploitation consolidé s'apprécie en 2001 de MAD 38 millions à MAD 31 millions, grâce à la maîtrise des frais généraux et au renforcement en volume des prestations fournies aux différentes filiales. Le RNPG de cet ensemble ressort à MAD 473 millions. Il englobe la plus-value de cession de 49% de COFARMA à AUCHAN, l'impact en consolidation de l'augmentation de capital de Centrale Laitière, l'ajustement de la provision pour risques généraux sur le secteur Immobilier, les Produits de la Mer et certaines participations industrielles.

## PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ONA

## I. ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

### 1. Comptes consolidés

#### 1.1. Périmètre de consolidation à fin 2001

Les principaux événements ayant affecté le périmètre de consolidation du Groupe ONA au cours de l'exercice 2001 sont les suivants :

Société acquise / Cédée	Acquisition En % du capital	Cession / Réduction de la Participation En % du capital	Commentaire
<b>Distribution</b>			
Cofarma	-	49,0%	- Cession de 49% de Cofarma à Auchan, ONA conservant 51,0% de la société.
Acima	51,0%	-	- Création conjointe de Acima, société dédiée au développement d'une chaîne de supermarchés et détenue à hauteur de 51% par ONA, et 49% par Auchan.
Centrale Laitière	-	8,8%	- Augmentation de capital réservée au Groupe Danone pour un montant de M MAD 443 portant la participation de ce dernier dans Centrale Laitière de 20,0% à 28,8% au 31.12.2001.
Sotherma	-	30,0%	- Entrée du Groupe Danone dans le capital de Sotherma à hauteur de 30,0% par le biais d'une augmentation de capital réservée de M MAD 55.
Société des Eaux et d'Electricité du Nord	16,0%	-	- Entrée dans le Groupe ONA dans le capital de la Société des Eaux et d'Electricité du Nord à hauteur de 16%.
<b>Nouvelles technologies</b>			
Mercure.com	100,0%	-	- Création de la société de services et d'ingénierie informatique Mercure.com, détenue à 100,0% par SNI S.A au 31.12.2001.
Netcom Technologies	80,0%	-	- Prise de contrôle à hauteur de 80,0% de la société Netcom Technologies, société marocaine spécialisée dans l'ingénierie et le conseil en réseaux et télécommunications. Siticom Group s'est porté acquéreur dans le cadre de cette opération de 20,0% du capital de la société.
Involys	33,4%	-	- Entrée de Mercure.com dans le capital d'Involys, société marocaine spécialisée dans l'édition de logiciels distribués au Maroc et à l'international.
GFI Maroc	50,0%	-	- Accord de partenariat entre Mercure.com et GFI Informatique en mars 2002 pour la création de GFI Maroc, conjointement détenue. - GFI Informatique apporte à GFI Maroc ses participations dans les sociétés marocaines Archos Conseil et Professional Systems, spécialisées dans le conseil, l'ingénierie et l'intégration de systèmes d'information de gestion.

Société acquise / Cédée	Acquisition En % du capital	Cession / Réduction de la Participation En % du capital	Commentaire
<b>Autres Opérations</b>			
ALD Automotive Maroc	25,0% (1)	-	- Création par les groupes Société Générale, ONA et Renault Maroc de ALD Automotive Maroc, spécialisée dans la location longue durée de véhicules.
SNI	9,01%	-	- Augmentation du taux de participation dans SNI de 49,44% au 31.12.2000 à 58,45% au 31.12.2001. Ceci a été permis notamment par, l'acquisition de 40,0% de Copropar qui détient 17,3% de SNI au 31.12.2001.
Sopriam	-	50,0%	- Cession de 50,0% de Sopriam à SNI, au deuxième semestre 2001. Sopriam demeure toutefois dans le périmètre du Groupe.

**NB (1) :** Les filiales du Groupe SNI sont consolidées directement dans les comptes du Groupe ONA au 31.12.2001. Cette consolidation directe a nécessité une ventilation de l'écart d'acquisition d'ONA sur les filiales SNI. La ventilation de l'écart d'acquisition du Groupe SNI entre les filiales consolidées désormais en direct a été effectuée d'une manière cohérente d'une entité à une autre sur la base du bilan de clôture au 31.12.1999 et en respectant le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Après prise en compte des évolutions du périmètre de consolidation exposées ci-dessus, les chiffres-clés du Groupe ONA sont :

En M MAD	1999	Var %	2000	Var %	2001
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>21 782</b>	<b>0,8%</b>	<b>21 966</b>	<b>10,7%</b>	<b>24 312</b>
Autres produits d'exploitation	1 412	28,0%	1 807	4,2%	1 883
Charges d'exploitation	20 800	0,7%	20 936	10,7%	23 180
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 394</b>	<b>18,5%</b>	<b>2 838</b>	<b>6,2%</b>	<b>3 015</b>
Marge opérationnelle	11,0%	-	12,9%	-	12,4%
Résultat financier	258	NS	(376)	-5,6%	(397)
Résultat courant	2 652	-7,2%	2 461	6,4%	2 618
Résultat non courant	1 433	-43,0%	817	31,5%	1 074
Résultat net consolidé	2 669	6,2%	2 834	5,9%	3 001
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 454</b>	<b>17,0%</b>	<b>1 701</b>	<b>5,0%</b>	<b>1 787</b>

Source : ONA

## 1.2. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par branche (En M MAD)	1999	2000	2001
Mines & Matériaux de Construction	3 522,0	3 942,0	4 204,8
Agroalimentaire & Boissons	11 071,9	11 574,5	11 696,3
Distribution	5 051,5	4 601,7	6 531,0
ONA, Portefeuille et Autres	2 136,4	1 847,8	1 880,0
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>21 781,8</b>	<b>21 966,1</b>	<b>24 312,2</b>

Source : ONA

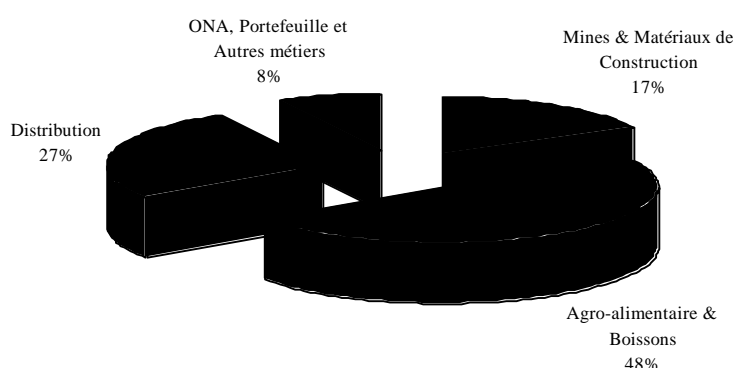
Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ONA a connu en 2000 une évolution de 0,8% à MAD 21 966 millions. A périmètre comparable par rapport à l'année 1999 (entrée dans le périmètre de consolidation de LEADER FOOD, intégration globale de SOTHERMA, mise en équivalence de RENAULT MAROC, sortie de SIAB en 2000 et d'IDEALE en 1999), la progression du chiffre d'affaires se monte à 6,1%. Cette hausse trouve son origine dans :

- ✍ La montée en puissance des projets de développement des groupes MANAGEM et COFARMA ;
- ✍ Les actions commerciales et marketing menées au sein des principales filiales du Groupe (agroalimentaires et de distribution notamment), qui réalisent de bonnes performances en dépit d'une conjoncture de marché défavorable ;
- ✍ Une croissance des métiers de la Distribution, matérialisée par une évolution de 19,6% du chiffre d'affaires.

En 2001, la croissance du Groupe est soutenue tant par le renforcement de l'effort commercial que par les projets de développement dans les branches Mines & Matériaux de Construction et Distribution, lesquelles progressent respectivement de 6,7% et 41,9%. L'Agroalimentaire & Boissons évoluent de 1,1%, limités par un durcissement de la concurrence et par une demande obérée par la conjoncture défavorable.

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à MAD 24 312 millions, enregistrant un accroissement de 10,7%.

#### Ventilation par branche d'activité du chiffres d'affaires consolidé en 2001



Source : ONA

### 1.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation consolidé connaît en 2000 un accroissement de 18,5% à MAD 2 838 millions auquel a contribué l'ensemble des branches du Groupe. Cette performance a été appuyée par les programmes de réduction des coûts, les politiques commerciales dynamiques et de proximité, l'approche qualité généralisée et le pilotage des contributions des produits.

Résultat d'exploitation par branche (En M MAD)	1999	2000	2001
Mines & Matériaux de Construction	1 120,0	1 313,1	1 227,3
Agroalimentaire & Boissons	1 154,9	1 268,2	1 395,4
Distribution	303,4	317,1	401,3
ONA, Portefeuille et Autres	-184,6	-60,7	-8,7
<b>Résultat d'exploitation consolidé</b>	<b>2 393,7</b>	<b>2 837,7</b>	<b>3 015,3</b>

Source : ONA

En 2001, le résultat d'exploitation consolidé marque une hausse de 6,3% pour atteindre MAD 3 015 millions. Cette évolution a été atténuée par la performance de la branche Mines & Matériaux de Construction dont le résultat opérationnel a cédé 6,5% à MAD 1 227 millions, sous l'effet de la baisse des cours des matières premières minérales sur le marché mondial.

Le résultat d'exploitation de la branche Agroalimentaire & Boissons s'améliore de 10% à MAD 1 395 millions grâce à une plus grande maîtrise des approvisionnements et aux importants gains de productivité liés aux programmes d'investissement réalisés. Enfin, la performance commerciale dans la branche Distribution s'est traduite par un accroissement de 26,6% du résultat d'exploitation qui s'est élevé à MAD 401 millions.

#### ***1.4. Résultat financier et résultat courant***

En 2000, le résultat financier consolidé s'établit à MAD -376 millions. Il reflète l'effet sur une année pleine de l'évolution de l'endettement du Groupe (v. page 45) suite aux investissements stratégiques opérés.

Ce même résultat s'élève à fin 2001 à MAD -397 millions en baisse de 5,6%. Retraité d'un écart sur le résultat de change de 70 millions, le résultat financier consolidé ressort à -318 millions en amélioration de près de MAD 50 millions par rapport à 2000, et ce, grâce notamment à une meilleure maîtrise du besoin en fonds de roulement et de l'endettement net consolidé.

Le résultat courant consolidé atteint par conséquent MAD 2 461 millions et MAD 2 618 millions en 2000 et 2001, marquant des variations respectives de -7,2% et +6,4%.

#### ***1.5. Résultat non courant***

Le résultat non courant consolidé s'inscrit en baisse de 43% en 2000 à MAD 817 millions. Il n'est pas comparable à celui de 1999 qui intégrait d'importantes plus-values réalisées par ONA S.A. et par le Portefeuille.

En 2001, ce résultat croît de 32%, totalisant MAD 1 074. Il comprend les plus-values de cessions des titres COFARMA (MAD 349,3 millions) et autres (MAD 110,3 millions) ainsi que le résultat de l'augmentation de capital de la Centrale Laitière (MAD 170,3 millions). Il enregistre également l'incidence positive de l'ajustement des provisions pour risques généraux sur les secteurs de l'Immobilier et des Produits de la Mer.

#### ***1.6. Résultat net consolidé***

Ainsi, la croissance du résultat net consolidé ressort à 6,2% entre 1999 et 2000. Elle est la conséquence d'une conjonction d'éléments :

- ✍ Une hausse des charges financières consécutive à l'évolution de l'endettement du Groupe, combinée à une réduction des plus-values de cession par rapport à l'exercice 1999 ;
- ✍ L'amélioration de la contribution au résultat net consolidé avant écart d'acquisition des sociétés mises en équivalence, qui passe de MAD 664 millions à MAD 747 millions. Cette performance est notamment attribuable à Cellulose du Maroc et au Groupe SONASID ;
- ✍ Une baisse de l'ordre de MAD 642 millions des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition ; leur niveau élevé en 1999 intégrant les dotations exceptionnelles de l'écart d'acquisition de SNI sur ses filiales ;

✍ Une diminution de la charge fiscale consolidée, induite par l'abaissement des plus-values de cession de l'exercice 2000.

En 2001, le résultat net consolidé est en accroissement de 5,9% à MAD 3 001 millions. Il intègre un bénéfice consolidé des sociétés mises en équivalence de MAD 575 qui, contrairement à celui de 2000, n'enregistre pas de dividendes non récurrents relatifs aux opérations stratégiques nées du partenariat AXA-ONA. Ce solde est ainsi en recul de 22% par rapport à 2000.

### 1.7. Résultat net part du Groupe

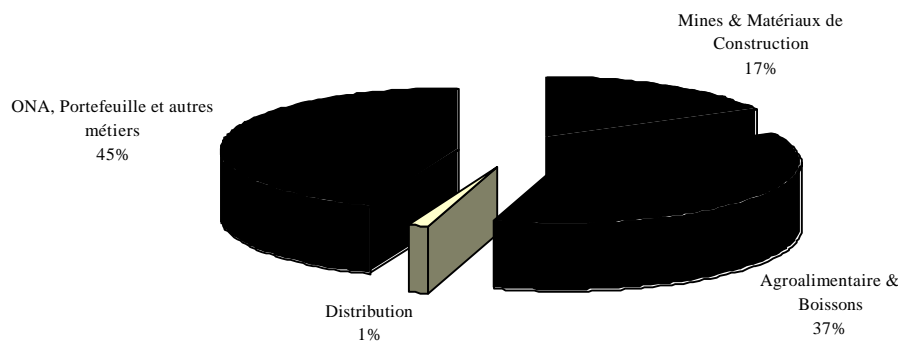
Résultat net part du Groupe par branche (En M MAD)	1999	2000	2001
Mines & Matériaux de Construction	442,8	372,2	272,9
Agroalimentaire & Boissons	270,2	512,5	595,1
Distribution	103,9	156,2	222,4
ONA, Portefeuille et Autres	637,6	660,4	696,7
<b>Résultat part du Groupe</b>	<b>1 454,5</b>	<b>1 701,3</b>	<b>1 787,1</b>

Source : ONA

Le résultat net part du Groupe atteint à fin décembre 2000 MAD 1 701 milliards, marquant une évolution annuelle de +17% due notamment à la bonne tenue de la branche Mines & Matériaux de Construction et des Activités Financières.

En 2001, le résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de 5% pour atteindre MAD 1 787 millions. Cette amélioration est due à la performance de l'agroalimentaire qui compense la baisse de la contribution des Mines & Matériaux de Construction. En effet, la contribution au résultat net part du Groupe de cette dernière branche passe de MAD 372 millions à MAD 273 millions, sous l'effet notamment de la réduction des cours mondiaux des matières premières minérales lors du second semestre 2001.

Ventilation du RNPG par branche d'activité en 2001



Source : ONA

## 2. Comptes sociaux

En M MAD	1999	Var %	2000	Var %	2001
Chiffres d'affaires	117,6	11,8%	131,5	14,6%	150,7
Autres produits d'exploitation	2,2	90,9%	4,2	66,7%	7,0
Charges d'exploitation	114,7	6,6%	122,3	1,0%	123,5
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5,1</b>	<b>162,7%</b>	<b>13,4</b>	<b>155,2%</b>	<b>34,2</b>
Produits financiers	360,2	78,3%	642,2	13,2%	726,7
Charges financières	351,6	148,6%	874,2	-41,8%	508,7
<b>Résultat financier</b>	<b>8,6</b>	<b>NS</b>	<b>(232,0)</b>	<b>NS</b>	<b>218,0</b>
Résultat courant	13,7	NS	(218,6)	NS	252,2
Résultat non courant	336,6	83,6%	617,9	45,7%	900,2
<b>Résultat net</b>	<b>322,3</b>	<b>23,5%</b>	<b>398,2</b>	<b>189,1%</b>	<b>1 151,3</b>

Source : ONA

Le chiffre d'affaires d'ONA S.A. correspond à la rémunération des prestations fournies par le holding à l'ensemble de ses filiales, ainsi que des produits de location de son patrimoine immobilier. Son évolution est liée aux variations des périmètres de consolidation et aux niveaux d'activité dégagés par les filiales. Ce chiffre d'affaires a connu des progressions de 11,8% et 14,6% respectivement en 2000 et 2001, pour atteindre MAD 151 millions.

Les charges d'exploitation enregistrent en 2000 une évolution de 6,6%, imputable notamment à la hausse de la masse salariale suite au renforcement de l'effectif de ONA S.A ;

En 2001, le niveau des charges d'exploitation est stabilisé à MAD 123,5 millions.

En conséquence, le résultat d'exploitation s'établit à MAD 13,4 millions et 34,2 millions, respectivement en 2000 et 2001.

Le résultat financier du holding marque une évolution contrastée sur cette période, qui ne peut s'apprécier qu'au regard des variations simultanées des produits et charges financiers :

- ✍ Les produits financiers se composent principalement des dividendes perçus des filiales et des reprises sur dotations financières. Ils s'élèvent à fin 2001 à MAD 727 millions, contre MAD 642 millions un exercice auparavant. Les produits de participation contribuent à ce solde en 2000 à hauteur de MAD 473 millions. En 2001, ils totalisent MAD 533 millions, en progression de 12,8% ;
- ✍ Les charges financières se ventilent en charges d'intérêt et commissions, et en dotations financières. D'une part, les charges d'intérêt ont marqué une contraction de 42% en 2001, suite à une réduction de l'endettement bancaire à moyen et long termes. Cette réduction a été possible grâce à une mobilisation des ressources via les opérations de cession de titres, au relèvement du niveau des dividendes et des rémunérations de gestion, au remboursement des avances consenties aux filiales ainsi qu'aux conditions avantageuses de rémunération de ces avances. D'autre part, les dotations financières se sont inscrites en hausse de MAD 222 millions en 2000 à MAD 344 millions, sous l'effet de la dépréciation de titres et des comptes courants rattachés au pôle immobilier notamment. Elles marquent un retrait de 79% à MAD 73 millions en 2001, portant sur les titres et comptes courants rattachés des sociétés en difficulté.

Le résultat non courant affiche à fin 2000 un solde de MAD 618 millions, en progression annuelle de 84%. Ce solde s'explique principalement par :

- ✍ La plus-value issue de la cession de 25% du capital de MANAGEM en bourse pour MAD 958 millions ;
- ✍ La constatation d'une dotation non courante pour risques et charges de MAD 457 millions suite au reclassement en comptabilité sociale des provisions constatées en 1999 dans les comptes consolidés du Groupe.

En 2001, le résultat non courant croît de 46% pour atteindre MAD 900 millions. Il est tiré par la plus-value de cession de 49% de COFARMA à AUCHAN d'un montant de 382 millions, et par la reprise nette non courante de MAD 424 millions, correspondant au réajustement des provisions antérieurement constatées sur le patrimoine immobilier.

Le résultat net ressort ainsi à MAD 398 millions en 2000, en progression de 24%, et à MAD 1 151 millions à fin 2001, en hausse de MAD 753 millions.

## II. ANALYSE DU BILAN D'ONA

### 1- Structure bilantielle – Comptes Consolidés

<b>ACTIF (M MAD)</b>	<b>1999</b>	<b>En %</b>	<b>2000</b>	<b>En %</b>	<b>2001</b>	<b>En %</b>
Total Immobilisations	16 975	60,2%	20 978	65,7%	22 057	64,4%
Total Actif circulant	10 244	36,3%	9 871	30,9%	11 059	32,3%
Trésorerie - Actif	970	3,4%	1 081	3,4%	1 149	3,4%
<b>Total Actif</b>	<b>28 189</b>	<b>100,0%</b>	<b>31 930</b>	<b>100,0%</b>	<b>34 265</b>	<b>100,0%</b>

<b>PASSIF (M MAD)</b>	<b>1999</b>	<b>En %</b>	<b>2000</b>	<b>En %</b>	<b>2001</b>	<b>En %</b>
Capitaux propres Groupe	8 310	29,5%	9 687	30,3%	11 271	32,9%
Intérêts minoritaires	7 245	25,7%	7 466	23,4%	8 374	24,4%
Provisions pour risques & charges	1 345	4,8%	1 502	4,7%	1 273	3,7%
Dettes de financement	2 734	9,7%	4 440	13,9%	4 199	12,3%
<b>Financements permanents</b>	<b>19 634</b>	<b>69,7%</b>	<b>23 095</b>	<b>72,3%</b>	<b>25 117</b>	<b>73,3%</b>
Total Passif circulant	5 479	19,4%	6 262	19,6%	7 188	21,0%
Trésorerie - Passif	3 076	10,9%	2 572	8,1%	1 960	5,7%
<b>Total Passif</b>	<b>28 189</b>	<b>100,0%</b>	<b>31 930</b>	<b>100,0%</b>	<b>34 265</b>	<b>100,0%</b>

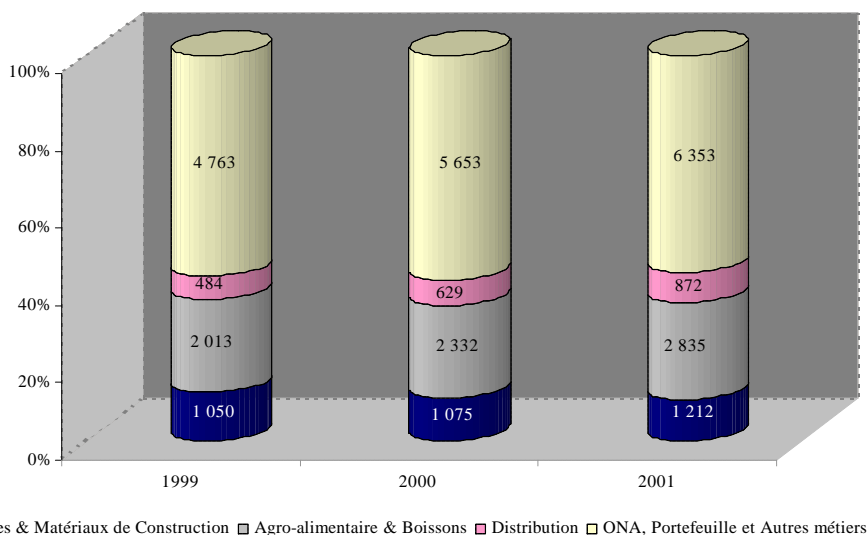
Source : ONA

#### 1.1. Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres consolidés du Groupe ONA totalisent en 2000 MAD 17 154,4 millions. Ils enregistrent une croissance de 10,3% par rapport à l'exercice 1999. Les capitaux propres du Groupe sont en hausse de 16,6% à MAD 9 688 millions.

En 2001, les capitaux consolidés du Groupe ont atteint MAD 19 645 millions, en accroissement annuel de 14,5%. Les capitaux propres part du Groupe ont, quant à eux, évolué de 16,3% à MAD 11 271 millions.

Ventilation des capitaux propres part du Groupe par branche d'activités  
1999-2001



Source : ONA

### 1.2. Endettement net consolidé

L'endettement net du Groupe s'accroît, entre 1999 et 2000 de MAD 856 millions, pour atteindre MAD 4 956 millions. L'effort net d'investissement (financier et non financier) s'élève à MAD 3 517 en 2000.

La structure de cet endettement fait ressortir la prédominance des dettes à moyen et long termes qui représentent, à fin 2000, MAD 4 440 millions. Cette structure adhère de plus en plus étroitement à la nature des investissements du Groupe. Le ratio d'endettement net par rapport aux fonds propres consolidés passe, ainsi, de 26,4% en 1999 à 28,9% en 2000. Il s'est encore réduit en 2001 pour atteindre 17,8%, correspondant à un endettement net consolidé de MAD 3 504 millions.

Les dettes de financement se ventilent comme suit :

<b>(En M MAD)</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
ONA S.A.	3 100	2 100
SNI	315	700
AKKA Gold Mining	220	231
Divers	805	1 168
<b>Total dettes de financement</b>	<b>4 440</b>	<b>4 199</b>

Source : ONA

La durée résiduelle moyenne des dettes de financement au 31/12/2001 est de 7 ans, hormis la dette à long terme libellée en devises (USD) contractée par AKKA Gold Mining dont la durée est de 11 ans. Le taux d'intérêt est fixe pour cette dette et variable pour le reliquat. Le paiement annuel du principal est de quelques MAD 350 millions, remboursables à compter de l'exercice 2003.

En juillet 2002, ONA S.A. a contracté un emprunt obligataire à taux fixe d'un montant de MAD 500 millions. Cet emprunt a servi au remboursement anticipé d'une dette bancaire à taux variable pour un montant similaire.

### 1.3. Actif immobilisé

L'actif immobilisé connaît en 2000 une progression de 23,6% à MAD 20 978 millions. En effet, poursuivant son programme de développement entamé en 1999, le Groupe a réalisé un investissement net de MAD 3,5 milliards. Les principales acquisitions de l'exercice ont concerné des investissements physiques dans la branche Mines & Matériaux de construction.

En 2001, l'investissement net consolidé a totalisé MAD 2 300 millions, visant prioritairement la consolidation de la nouvelle taille du Groupe, et privilégiant la croissance interne de ses métiers de base. Ainsi, les investissements non financiers ont été réalisés dans les branches en forte croissance, à savoir les Mines & Matériaux de Construction et la Distribution. L'Agroalimentaire & Boissons ont drainé, pour leur part, des investissements de mise à niveau industrielle nécessaires à l'évolution de la productivité. L'investissement net financier a été contenu à MAD 568 millions. Il a principalement visé le renforcement du taux de participation du Groupe dans la SNI et ses principales filiales, via le rachat de 40% de COPROPAR. Les cessions ont, par ailleurs, concerné 49% de COFARMA notamment.

## 2- Structure bilantielle – Comptes Sociaux

<b>ACTIF (M MAD)</b>	<b>1999</b>	<b>En %</b>	<b>2000</b>	<b>En %</b>	<b>2001</b>	<b>En %</b>
Immobilisations corporelles & incorporelles	94	0,8%	92	0,8%	76	0,6%
Immobilisations financières	10 834	92,5%	11 156	93,1%	11 513	92,1%
<b>Total Immobilisations</b>	<b>10 928</b>	<b>93,3%</b>	<b>11 249</b>	<b>93,9%</b>	<b>11 524</b>	<b>92,8%</b>
Créances de l'actif circulant	785	6,7%	683	5,7%	778	6,2%
Titres et valeurs de placements	2	0,0%	2	0,0%	2	0,0%
<b>Total Actif circulant</b>	<b>787</b>	<b>6,7%</b>	<b>685</b>	<b>5,7%</b>	<b>780</b>	<b>6,2%</b>
<b>Trésorerie - Actif</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>48</b>	<b>0,4%</b>	<b>116</b>	<b>0,9%</b>
<b>Total Actif</b>	<b>11 716</b>	<b>100,0%</b>	<b>11 982</b>	<b>100,0%</b>	<b>12 496</b>	<b>100,0%</b>
<b>PASSIF (M MAD)</b>						
Capitaux propres	4 516	38,5%	4 670	39,0%	5 553	44,4%
Dettes de financement	2 300	19,6%	3 100	25,9%	2 100	16,8%
Provisions pour risques & charges	20	0,0%	477	0,0%	54	0,0%
<b>Financements permanents</b>	<b>6 836</b>	<b>58,4%</b>	<b>8 248</b>	<b>68,8%</b>	<b>7 707</b>	<b>61,7%</b>
<b>Dettes du passif circulant</b>	<b>3 071</b>	<b>26,2%</b>	<b>2 868</b>	<b>23,9%</b>	<b>4 612</b>	<b>36,9%</b>
<b>Trésorerie - Passif</b>	<b>1 809</b>	<b>15,4%</b>	<b>866</b>	<b>7,2%</b>	<b>177</b>	<b>1,4%</b>
<b>Total Passif</b>	<b>11 716</b>	<b>100,0%</b>	<b>11 982</b>	<b>100,0%</b>	<b>12 496</b>	<b>100,0%</b>

Source : ONA

A fin 2001, les capitaux propres d'ONA S.A. ont atteint MAD 5 553 millions, contre MAD 4 670 millions en 2000 et MAD 4 516 en 1999. Leur progression est liée à la croissance bénéficiaire du holding, qui s'est élevée respectivement à 24% et 189% en 2000 et 2001.

Les dettes de financement ont connu, en 2000, une évolution de 35% à MAD 3 100 millions qui, suite à un remboursement de MAD 1 000 millions, repassent en 2001 à MAD 2 100 millions. Cet endettement représente moins de 17% du total bilan et 38% des capitaux propres. Il se ventile au 31/12/2001 comme suit :

- ✍ Emprunt obligataire de MAD 1 000 millions, d'une maturité de 5 ans à taux fixe ;
- ✍ Crédits bancaires d'un montant de MAD 1 100 millions, d'une durée de 7 ans, dont 2 ans de différé.

Les dettes du passif circulant sont constituées essentiellement des comptes courants d'associés créditeurs qui représentent MAD 4 356 millions à fin 2001 contre 2 735 millions un exercice auparavant. L'évolution de ce poste est donc étroitement corrélée à l'optimisation de la gestion centralisée de la trésorerie au sein du Groupe, laquelle explique également les variations de la trésorerie nette du holding. Cette dernière est en effet passée de MAD -818 millions en 2000 à MAD -61 millions en 2001.

L'actif immobilisé correspond à plus de 92% aux immobilisations financières qui représentent à fin 2001 MAD 11 524 millions. L'évolution de cette rubrique bilantielle est liée à l'effort net d'investissement financier du holding.

### III. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

Tableau de Financement Consolidé Historique (MDH)	1999		2000		2001	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>AUTOFINANCEMENT</b>		1 674		2 029		2 598
Capacité d'autofinancement		1 969		2 784		3 459
Distribution		295		755		861
<b>CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS</b>		3 354		2 509		1 604
Produits de cessions d'immobilisations corporelles						
Produits de cessions d'immobilisations financières						
Récupération sur créances immobilisées						
<b>AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES</b>		50		128		532
<b>AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT</b>		2 308		1 856		2 009
Impact de la Variation de Change sur la Variation du Fond de Roulement						33
<b>TOTAL DES RESSOURCES STABLES</b>		7 681		7 277		7 637
<b>ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS</b>	10 527		6 026		3 904	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 080		2 305		1 913	
Acquisitions d'immobilisations financières	9 447		3 721		1 991	
Augmentation des créances immobilisées						
<b>REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES</b>						
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT</b>	187		205		2 252	
Impact de la Variation de Change sur la Variation du Fond de Roulement	79		32			
<b>TOTAL DES EMPLOIS STABLES</b>	11 088		7 018		7 017	
<b>VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT</b>	1 995			1 087		497
<b>TRESORERIE SUR VARIATION DE PERIMETRE</b>		268	496			321
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		1 680		850		1 438

Source : ONA S.A.

L'analyse du tableau de financement consolidé du Groupe ONA fait ressortir les éléments suivants :

#### En 2000 :

- ✎ Une capacité d'autofinancement de MAD 2 784 millions, dont l'évolution est attribuable au renforcement de la capacité bénéficiaire des principales filiales ;
- ✎ Des dividendes distribués pour MAD 755 millions. L'accroissement des dividendes s'explique par l'amélioration des résultats des filiales ;
- ✎ Des investissements consolidés pour un montant de MAD 6 026 millions. L'investissement financier d'un montant de 3 721 millions a concerné l'acquisition de 9,6% de SNI, 60% de COPROPAR, 19,3% de SEMAFO, 50% de LEADER FOOD et 17% de SOTHERMA. L'investissement physique de MAD 2 305 millions traduit la réalisation d'importants projets de développement dans les métiers stratégiques du Groupe ;

- ✎ Des cessions d'immobilisations pour MAD 2 509 millions. Il s'agit essentiellement de la cession de 25% de MANAGEM en bourse, de 90% de SIAB et de 30% de RENAULT Maroc ;
- ✎ Une augmentation nette des dettes de financement de MAD 1 651 millions, qui s'explique par la contraction d'emprunts bancaires ;
- ✎ Une variation du besoin de financement de MAD -1 087 millions qui intègre les variations de périmètre et s'explique par l'amélioration du système de gestion ;
- ✎ Une variation de la trésorerie nette de MAD 850 millions due essentiellement à l'amélioration du besoin de financement.

**En 2001 :**

- ✎ Une capacité d'autofinancement de MAD 3 459 millions, attribuable à l'évolution des résultats des principales filiales ;
- ✎ Des dividendes distribués pour MAD 861 millions ;
- ✎ Des investissements d'un montant de MAD 3 904 millions. L'investissement financier a totalisé MAD 1 991 millions et a concerné le renforcement de la participation du Groupe ONA dans la SNI. L'investissement physique de MAD 1 913 millions a été réalisé dans les métiers à fort développement (Mines& Matériaux de construction et Distribution) ;
- ✎ Des cessions d'immobilisations pour MAD 1 604 millions. Il s'agit notamment de la cession de 49% de COFORMA à AUCHAN ;
- ✎ Une réduction nette des dettes de financement de MAD 243 millions. En 2001, ONA a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de MAD 1 milliard qui a permis un remboursement partiel de l'endettement ;
- ✎ Une variation du besoin de financement de MAD -497 millions, due aux effets positifs des actions d'optimisation amorcées depuis 1999 dans la Branche Agroalimentaire notamment ;
- ✎ Une variation de la trésorerie nette de MAD 1 438 millions, induite par l'amélioration du besoin de financement, la baisse du rythme d'acquisitions et l'effet des cessions.

## IV. SITUATION A FIN JUIN 2002

### 1. Compte de produits et charges consolidé

En M MAD	30 Juin 2001	30 Juin 2002	Var en %
Chiffre d'affaires consolidé	11 703	12 515	6,9%
Excédent brut d'exploitation	2 219	2 384	7,4%
Résultat d'exploitation consolidé	1 569	1 644	4,8%
Marge Opérationnelle	13,4%	13,1%	-
Résultat courant consolidé	1 388	1 498	7,9%
Résultat net consolidé	1 599	1 151	-28,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>991</b>	<b>462</b>	<b>-53,4%</b>

Source : ONA

A l'issue du premier semestre 2002, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ONA a enregistré une croissance de 7% par rapport au 30/06/2001, atteignant MAD 12 515 millions. Ce résultat se ventile comme suit :

Chiffres d'affaires (en M MAD)	30 Juin 2001	30 Juin 2002	Var en %
Mines & Matériaux de Construction	2 067	2 089	+1,1%
Agroalimentaire & Boissons	5 683	5 956	+4,8%
Distribution	3 053	3 544	+16,1%
ONA, Portefeuille et Autres	900	926	+2,9%
<b>Total</b>	<b>11 703</b>	<b>12 515</b>	<b>+6,9%</b>

Source : ONA

Le résultat d'exploitation consolidé a, quant à lui, gagné 5% à MAD 1 644 millions, malgré la baisse des cours des métaux qui grève le résultat d'exploitation des Mines & Matériaux de Construction. La marge opérationnelle s'améliore de 0,7% par rapport à l'exercice précédent à pareille période, s'établissant à 12,4%.

Le résultat net part du Groupe a, en revanche, cédé plus de 53% à MAD 462 millions. Cette évolution trouve son origine dans les performances mitigées des différents métiers, qui se déclinent comme suit :

Résultat net part du Groupe (en M MAD)	30 Juin 2001	30 Juin 2002	Var en %
Mines & Matériaux de Construction	185	150	-18,9%
Agroalimentaire & Boissons	328	385	17,4%
Distribution	142	136	-4,2%
ONA, Portefeuille et Autres	336	-209	NS
<b>Total</b>	<b>991</b>	<b>462</b>	<b>-53,4%</b>

Source : ONA

L'activité Mines a été particulièrement sanctionnée en 2002 par la dégradation de la conjoncture sur les marchés mondiaux de matières premières minérales, à l'exception des métaux précieux dont la remontée des cours attribue le statut de valeur refuge. Le résultat net part du groupe de MANAGEM a ainsi accusé un recul de 45% par rapport au 30 juin 2001, affecté notamment par le niveau bas des cours de zinc et de cobalt.

Le résultat net part du groupe de l'activité Matériaux de Construction a, en revanche, bénéficié de la bonne tenue de l'activité cimentière du Groupe d'une part, puisque le groupe Lafarge a pu profiter du

redémarrage des logements économiques, et des performances commerciales exceptionnelles de SONASID dont le RNPG a progressé de plus de 48%, d'autre part.

La branche Agroalimentaire & Boissons s'est, pour sa part, développée au cours du premier semestre 2002, soutenue par la nouvelle dynamique commerciale initiée par les filiales agroalimentaires du Groupe. Le résultat net part du groupe de cette branche est ressorti à MAD 385 millions, en accroissement de 17,4%.

L'activité de Distribution s'affiche également en essor durant ce semestre. Cependant, l'importance des investissements réalisés dans la grande distribution notamment (MARJANE et ACIMA) continue de peser sur la rentabilité de la branche. Alors que le chiffre d'affaires consolidé généré par celle-ci s'apprécie de 16%, le résultat net part du groupe cède 4% à MAD 136 millions.

Enfin, l'activité ONA S.A., Portefeuille & Autres affiche au 30 juin 2002 un RNPG déficitaire de MAD 209 millions. D'une part, ce solde n'intègre qu'un faible résultat non courant issu des plus-values de cession d'immobilisations financières (EQDOM et CMT notamment) ; alors qu'en juin 2001, il intégrait aussi bien la plus-value de cession de 49% de COFARMA que le résultat de l'augmentation de capital de la Centrale Laitière. D'autre part, il subit l'incidence de la contre-performance d'AXA Assurance Maroc sous l'effet de la dégradation de la sinistralité dans la branche vie, du renchérissement de la réassurance et de la baisse prononcée des produits financiers.

<b>En K MAD</b>	<b>31 décembre 2001</b>	<b>30 Juin 2002</b>	<b>Var en %</b>
Capitaux propres consolidés	19 645	20 020	1,9%
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>11 271</b>	<b>11 501</b>	<b>2,0%</b>
Endettement net consolidé	3 504	2 692	-23,2%

Source : ONA

<b>En K MAD</b>	<b>30 juin 2001</b>	<b>30 Juin 2002</b>	<b>Var en %</b>
Capacité d'autofinancement consolidée	1 851	2 035	9,9%

Source : ONA

A fin juin 2002, les capitaux propres consolidés du Groupe ont atteint MAD 20 020, en hausse de 1,9% par rapport au 31/12/2001. Les capitaux propres part du Groupe s'apprécient dans une proportion similaire, s'établissant à MAD 11 501 millions.

L'endettement net évolue de -23,2% par rapport à fin 2001, correspondant à 13,5% des fonds propres. Son évolution traduit la volonté du Groupe de privilégier la stabilité de ses équilibres financiers.

La capacité d'autofinancement enregistre à la fin de ce semestre une amélioration de 10% par rapport au 30 juin 2001, confirmant la consolidation des équilibres financiers du Groupe.

## PARTIE VI : STRATEGIE & PERSPECTIVES

## I. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE ONA

**La stratégie du Groupe ONA au titre de l'exercice 2003 reste axée sur le développement de ses métiers de base, l'amélioration de sa rentabilité opérationnelle, de même que sur le renforcement de ses partenariats stratégiques.**

C'est ainsi que dans **l'activité Mines**, le Groupe poursuivra sa stratégie de développement de projet visant l'amélioration de la productivité et la pérennisation de l'activité. Ce développement sera réalisé en dépit d'une conjoncture défavorable sur les marchés mondiaux des matières premières minérales. Le Pôle Minier achèvera en 2003 les travaux de mise en valeur de la mine poly-métallique de DRAA SFAR qui devrait démarrer début 2004, et à la construction d'une nouvelle unité pilote de production des dérivés de cobalt.

Dans **la Branche Agroalimentaire & Boissons**, les différentes filiales du Groupe, notamment Marona, Cosumar et Centrale Laitière, renforceront leur effort commercial, et poursuivront leurs programmes d'optimisation des approvisionnements et d'amélioration de la productivité.

Le démarrage en 2002 du projet de passage en blanc du sucre à Sidi Bennour permettra à Cosumar d'améliorer la valorisation de la production betteravière des Doukkala et de renforcer son intégration régionale parallèlement à l'extension du périmètre irrigué.

Lesieur Cristal s'attellera à profiter de la diversification de sa gamme de produits et ce, dans un marché de plus en plus concurrentiel marqué, de surcroît, par un renchérissement des cours internationaux des huiles brutes.

Centrale Laitière renforcera ses actions d'optimisation des coûts et de l'outil productif et d'amélioration de la qualité du service via la réorganisation de la distribution. Elle visera, par ailleurs, l'extension de sa couverture du marché national et adoptera une démarche marketing et commerciale plus agressive tout en développant son partenariat avec DANONE.

Enfin, dans le domaine de la **Distribution**, le Groupe continuera de se renforcer dans la Grande Distribution à travers l'extension de chaînes d'hypermarchés et de supermarchés, aux côtés notamment de son partenaire AUCHAN, dans un environnement de plus en plus structuré et concurrentiel.

Le Groupe demeure à l'affût d'opportunités de croissance externe, particulièrement dans le secteur des Nouvelles Technologies de l'Information sur lequel il a renforcé sa présence à travers la création récente de MERCURE.COM.

## II. PERSPECTIVES & PREVISIONS D'ONA S.A.

### Avertissement :

- ✍ *Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins en financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées ;*
- ✍ *Le tableau de financement prévisionnel (comptes sociaux) ci-après suggère les deux remarques suivantes :*
  - *La politique de distribution de dividendes (éléments constitutifs de la capacité d'autofinancement du holding) est dépendante de la politique de gestion du Groupe ;*
  - *Le tableau de financement d'ONA S.A. ne renseigne ni sur le niveau d'autofinancement des filiales, ni sur leur besoin de financement, ou leurs investissements.*

Dans un environnement économique comparable, les résultats opérationnel et courant devraient, selon les prévisions du management, se situer à fin 2002 en ligne avec ceux du premier semestre de l'année.

Tableau de Financement Prévisionnel (en K MAD)		2001		Prévision 2002		Prévision 2003	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>AUTOFINANCEMENT</b>			- 112 806		398 806		213 474
Capacité d'autofinancement			217 641		748 055		580 185
Distributions			330 447		349 249		366 711
<b>CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS</b>			<b>765 867</b>		<b>590 915</b>		<b>200 000</b>
Produits de cessions d'immobilisations corporelles			12 001		350 802		-
Produits de cessions d'immobilisations financières			751 779		234 870		200 000
Récupération sur créances immobilisées			2 086		5 243		-
<b>AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES</b>			<b>61 617</b>		-		-
<b>AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT</b>			<b>1 000 000</b>		<b>1 200 000</b>		-
<b>I</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES STABLES</b>		<b>1 714 677</b>		<b>2 189 721</b>		<b>413 474</b>
<b>ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS</b>		<b>597 570</b>		<b>429 580</b>		<b>15 000</b>	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		1 376		-		-	
Acquisitions d'immobilisations corporelles		2 458		26 626		15 000	
Acquisitions d'immobilisations financières		593 176		402 954		-	
Augmentation des créances immobilisées		560		-		-	
<b>REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES</b>		-		-		-	
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT</b>		<b>2 000 000</b>		<b>550 000</b>		<b>120 000</b>	
<b>EMPLOIS EN NON VALEURS</b>		<b>8 902</b>		-		-	
<b>II</b>	<b>TOTAL DES EMPLOIS STABLES</b>	<b>2 606 472</b>		<b>979 580</b>		<b>135 000</b>	
<b>III</b>	<b>VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT</b>		<b>1 648 947</b>	<b>1 154 057</b>		<b>276 049</b>	
<b>IV</b>	<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>757 152</b>		<b>56 084</b>		<b>2 425</b>	

Source : ONA S.A.

Le tableau de financement prévisionnel<sup>3</sup> d'ONA S.A. fait ressortir les éléments suivants :

**En 2002 :**

- ☞ Une progression de la CAF à MAD 748 millions, qui s'explique par la hausse des dividendes reçus des filiales et par des reprises sur provisions pour dépréciation d'actifs circulants ;
- ☞ Des cessions d'immobilisations d'un montant de MAD 591 millions, correspondant à la cession d'actifs corporels et financiers non stratégiques ;
- ☞ Une émission obligataire de MAD 1,2 milliard, et un remboursement des dettes contractées pour MAD 550 millions ;

<sup>3</sup> Etabli sur la base des prévisions du management d'ONA S.A., le tableau de financement prévisionnel n'est pas vérifié par les commissaires aux comptes. Il est communiqué à titre purement indicatif.

- ✍ Une variation du besoin de financement global de l'ordre de MAD 1,2 milliard : remboursement des avances de trésorerie consenties à ONA S.A. par ses filiales au moyen de l'excédent net de trésorerie généré par les ressources stables.

**En 2003 :**

- ✍ Une capacité d'autofinancement prévisionnelle de MAD 580 millions ;
- ✍ Un remboursement, pour MAD 120 millions, des dettes de financement antérieures ;
- ✍ Une variation des comptes courants d'associés de l'ordre de 276 millions, correspondant aux remboursements effectués par le holding au profit de ses filiales débitrices ;
- ✍ Une variation de la trésorerie de près de MAD 2,4 millions.

## PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE

## FACTEURS DE RISQUE

### 1 Au niveau du marché

L'évolution des activités du Groupe ONA peut être sujette à des variations sensibles sous l'effet des facteurs suivants :

- ✍ La volatilité de la croissance économique nationale, et l'évolution des secteurs d'activités où le Groupe opère ;
- ✍ La parité MAD/USD et son incidence sur les activités d'import et d'export ;
- ✍ Les fluctuations des cours mondiaux des intrants – matières premières importées et de certains produits exportés (métaux notamment).

Le degré d'exposition du Groupe ONA à l'ensemble de ces risques est cependant atténué par la diversification des activités, laquelle se démarque par :

- ✍ La mise en place d'une stratégie de couverture des risques de change et de matières premières ;
- ✍ Une diversification géographique à travers un positionnement sur les marchés national et international.

### 2 Au niveau de la concurrence

Les positions commerciales détenues par le Groupe ONA au niveau de l'ensemble des métiers renforcent sa situation concurrentielle. Le Groupe est toutefois soumis à certains risques compétitifs ; il s'agit particulièrement :

- ✍ Du démantèlement douanier, qui devrait avoir une incidence sur certaines activités, telles l'industrie sidérurgique et l'agroalimentaire ;
- ✍ De la libéralisation de certains secteurs économiques, impliquant l'arrivée de nouveaux opérateurs internationaux ;
- ✍ De la gestion de la croissance et de l'intégration technique de l'ensemble des métiers du Groupe.

Le niveau de dépendance des activités du Groupe des facteurs susmentionnés est à appréhender au regard de plusieurs éléments. Car, outre sa connaissance du marché national, l'ONA privilégie dans sa stratégie de développement la conclusion de partenariats avec des leaders mondiaux dans les principaux métiers :

- ✍ Lafarge / Aeralia – Usinor, dans la domaine des matériaux de construction ;
- ✍ AXA / BSCH, dans le secteur financier (assurance et banque) ;
- ✍ Danone / Coca Cola / Bongrain, dans l'agroalimentaire ;
- ✍ Auchan, dans le cadre de la grande distribution.

### 3 Au niveau organisationnel

La stratégie de développement initiée par le Groupe ONA peut faire apparaître un certain nombre de risques organisationnels, liés notamment à :

- ✍ L'intégration des systèmes d'information ;
- ✍ La gestion des ressources humaines ;
- ✍ La réalisation des synergies ;
- ✍ L'harmonisation des procédures.

Il est à noter, à ce niveau, que le Groupe mène de pair la gestion de sa croissance externe et la mise en œuvre d'un système intégré de contrôle de gestion aux fins d'assurer le suivi des performances et des risques au niveau de l'ensemble de ses filiales.

## PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS & LITIGES

A la date d'établissement du présent dossier d'information, ONA ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

## ANNEXES : ETATS & RAPPORTS FINANCIERS

# ÉTATS COMPTABLES

**ANNEXE 1 : BILANS CERTIFIES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES –  
1999 A 2001**

<b>ACTIF (MAD)</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>10 927 785 422,42</b>	<b>11 248 517 307,91</b>	<b>11 599 500 203,08</b>
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</b>	-	-	<b>7 709 185,00</b>
Frais préliminaires			
Frais d'augmentation du capital			
Charges à répartir sur plusieurs exercices			2 392 500,00
Primes de remboursement des obligations			5 316 685,00
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	-	1 267 838,03	1 553 642,33
Immobilisations en recherche et développement			
Logiciels informatiques		1 267 838,03	1 553 642,33
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>93 570 771,57</b>	<b>90 938 807,27</b>	<b>66 315 573,80</b>
Terrains	50 840 748,81	49 940 748,81	30 338 248,81
Constructions	20 799 118,45	19 016 609,52	17 515 211,33
Matériel et outillage	854 880,73	723 619,99	727 190,32
Matériel de transport	2 492 528,19	3 934 983,84	2 086 032,73
Mobilier et matériel de bureau	4 619 099,16	4 095 428,78	3 972 150,37
Matériel informatique	1 177 986,55	1 528 735,77	1 668 385,64
Aménagements divers	11 349 565,68	10 261 836,56	8 571 510,60
Autres immobilisations corporelles	1 436 844,00	1 436 844,00	1 436 844,00
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERE</b>	<b>10 834 214 650,85</b>	<b>11 156 310 662,61</b>	<b>11 523 921 801,95</b>
Prêts immobilisés	7 389 418,99	6 093 361,03	4 566 843,97
Autres créances financières	121 142 371,20	223 554,98	223 554,98
Titres de participation	10 705 682 860,66	11 149 993 746,60	11 507 765 571,50
Autres titres immobilisés			11 365 831,50
<b>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF</b>	-	-	-
Diminution des créances immobilisées			
Augmentation des dettes de financement			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>787 363 758,24</b>	<b>685 117 481,67</b>	<b>780 224 493,02</b>
<b>STOCKS</b>	-	-	-
Matière et fournitures consommables			
Produits en cours			
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>784 925 810,76</b>	<b>682 679 534,19</b>	<b>777 927 957,54</b>
Fournisseurs, avances et acomptes	68 390,00	32 700,00	
Clients et comptes rattachés	6 790 039,74	10 150 987,63	10 363 297,20
Personnel	175 440,02	158 835,30	141 776,63
Etat - débiteur	15 242 556,75	23 766 160,65	32 361 253,02
Société apparentées	719 532 026,93	648 396 548,85	732 274 307,30
Autres débiteurs	41 389 143,13	62 504,23	287 925,98
Comptes de régularisation - Actif	1 728 214,19	111 797,53	2 499 397,41
<b>TITRES DE VALEURS DE PLACEMENT</b>	<b>2 437 947,48</b>	<b>2 437 947,48</b>	<b>2 296 535,48</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF</b>	-	-	-
<b>TRESORERIE</b>	<b>366 719,86</b>	<b>48 236 357,76</b>	<b>116 196 877,83</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>	<b>366 719,86</b>	<b>48 236 357,76</b>	<b>116 196 877,83</b>
Effets à l'encaissement	-	20 000 000,00	
Banques et C.C.P.	316 635,03	28 215 429,88	116 148 836,77
Caisse	50 084,83	20 927,88	48 041,06
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 715 515 900,52</b>	<b>11 981 871 147,34</b>	<b>12 495 921 573,93</b>

<b>PASSIF (MAD)</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
<b>FINANCEMENT PERMANENT</b>	<b>6 836 072 754,58</b>	<b>8 247 392 605,01</b>	<b>7 706 581 543,54</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>4 516 294 754,58</b>	<b>4 670 289 605,01</b>	<b>5 552 721 049,78</b>
Capital social	1 731 695 000,00	1 739 195 000,00	1 746 245 000,00
Prime d'émission, de fusion ou d'apport	1 804 213 571,72	1 864 213 571,72	1 918 780 571,72
Réserve légale	127 945 193,40	144 060 451,30	163 970 448,82
Autres réserves	522 356 284,38	522 356 284,38	522 356 284,38
Report à nouveau	7 779 547,18	2 264 347,18	50 107 250,09
Résultat net	322 305 157,90	398 199 950,43	1 151 261 494,77
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>DETTES DE FINANCEMENT</b>	<b>2 300 000 000,00</b>	<b>3 100 000 000,00</b>	<b>2 100 000 000,00</b>
Emprunts obligataires			1 000 000 000,00
Autres dettes de financement	2 300 000 000,00	3 100 000 000,00	1 100 000 000,00
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES</b>	<b>19 778 000,00</b>	<b>477 103 000,00</b>	<b>53 860 493,76</b>
Provisions pour risques et charge	19 778 000,00	477 103 000,00	53 860 493,76
<b>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Augmentation des créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
<b>PASSIF CIRCULANT</b>	<b>3 070 753 167,35</b>	<b>2 868 347 666,78</b>	<b>4 612 401 221,02</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>3 070 097 746,35</b>	<b>2 867 637 102,85</b>	<b>4 612 401 221,02</b>
Fournisseur et comptes rattachés	18 216 060,08	9 211 911,68	11 937 634,89
Personnel	3 378 234,97	1 644 850,44	1 752 331,06
Organismes sociaux	2 014 384,11	2 117 523,38	2 456 342,78
Etat - créancier	31 508 431,25	18 274 100,74	17 704 640,21
Comptes d'associés	13 246 139,50	11 169 564,90	4 355 635 073,84
Sociétés apparentées	2 906 639 870,71	2 723 384 177,31	
Autres créanciers	84 408 775,76	46 024 625,00	173 084 525,99
Compte de régularisation - passif	10 685 849,97	55 810 349,40	49 830 672,25
<b>PROVISIONS POUR RISQUES</b>	<b>655 421,00</b>	<b>710 563,93</b>	<b>-</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TRESORERIE</b>	<b>1 808 689 978,59</b>	<b>866 130 875,55</b>	<b>176 938 809,37</b>
<b>TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>1 808 689 978,59</b>	<b>866 130 875,55</b>	<b>176 938 809,37</b>
Crédits de trésorerie	1 795 000 000,00	700 000 000,00	
Banques	13 689 978,59	166 130 875,55	176 938 809,37
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 715 515 900,52</b>	<b>11 981 871 147,34</b>	<b>12 495 921 573,93</b>

## ANNEXE 2 : COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES CERTIFIES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES – 1999 A 2001

MAD	1999	2000	2001
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>119 849 246,28</b>	<b>135 744 690,46</b>	<b>157 701 308,05</b>
Rémunération de gestion	104 244 287,04	118 702 313,07	140 951 091,20
Locations reçues	13 334 043,60	12 769 233,60	9 723 047,60
Autres produits d'exploitation	387 000,00	1 319 000,00	2 549 000,00
Reprise d'exploitation transferts de charge	1 883 915,64	2 954 143,79	4 478 169,25
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>114 752 666,40</b>	<b>122 336 167,70</b>	<b>123 526 756,49</b>
Achats consommés de matières	3 082 781,06	2 896 117,47	2 927 924,66
Autres charges externes	54 123 606,00	54 601 194,19	46 142 391,26
Impôts et taxes	2 681 651,06	3 843 779,00	3 651 860,00
Charges de personnel	45 419 034,56	49 312 753,42	52 760 822,39
Autres charges d'exploitation	941 173,96	2 390 980,00	72 600,00
Dotations d'exploitation	8 504 419,76	9 291 343,62	17 971 158,18
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>5 096 579,88</b>	<b>13 408 522,76</b>	<b>34 174 551,56</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>360 241 394,65</b>	<b>642 113 133,79</b>	<b>726 677 253,82</b>
Produits de titres de participations	278 568 708,75	472 738 857,15	533 104 478,85
Gains de change		101 160,49	3 746,19
Intérêts et autres produits financiers	56 129 287,64	72 735 653,87	51 924 962,68
Reprises financières	25 543 398,26	96 537 462,28	141 644 066,10
<b>CHARGES FINANCIERS</b>	<b>351 624 265,26</b>	<b>874 161 356,84</b>	<b>508 693 921,45</b>
Charges d'intérêts	229 692 449,85	530 088 404,69	436 144 714,60
Pertes de change		4 436,13	
Dotations financières	121 931 815,41	344 068 516,02	72 549 206,85
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>8 617 129,39</b>	<b>- 232 048 223,05</b>	<b>217 983 332,37</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>13 713 709,27</b>	<b>- 218 639 700,29</b>	<b>252 157 883,93</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>3 881 665 983,96</b>	<b>1 917 446 596,25</b>	<b>1 193 501 633,79</b>
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	3 974 328,15	2 526 722,75	12 001 470,48
Produits de cessions de valeurs financières	3 874 662 002,00	1 842 342 930,00	751 779 180,00
Autres produits non courants	3 029 653,81	72 576 943,50	654 057,75
Reprises non courantes			429 066 925,56
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>3 545 123 076,33</b>	<b>1 299 506 670,53</b>	<b>293 295 691,95</b>
V.N.A. des immobilisations corporelles cédées	7 658 707,59	1 686 682,18	11 520 209,91
V.N.A. des immobilisations financières cédées	3 516 849 960,94	838 079 803,75	274 339 738,00
Autres charges non courantes	20 614 407,80	2 415 184,60	2 321 888,65
Dotations non courantes		457 325 000,00	5 113 855,39
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>336 542 907,63</b>	<b>617 939 925,72</b>	<b>900 205 941,84</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>350 256 616,90</b>	<b>399 300 225,43</b>	<b>1 152 363 825,77</b>
IMPOTS SUR LES RESULTATS	27 951 459,00	1 100 275,00	1 102 331,00
<b>RESULTAT NET</b>	<b>322 305 157,90</b>	<b>398 199 950,43</b>	<b>1 151 261 494,77</b>

### ANNEXE 3 : ÉTATS DES SOLDES DE GESTION – 1999 A 2001

MAD		1999	2000	2001
+	Ventes de marchandises			
-	Achats revendus de marchandises			
=	<b>MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>	-	-	-
+	<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>117 578 330,64</b>	<b>131 471 546,67</b>	<b>150 674 138,80</b>
	Ventes de biens et services produits	117 578 330,64	131 471 546,67	150 674 138,80
	Variation de stocks de produits			
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			
-	<b>CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>	<b>86 821 525,17</b>	<b>57 497 311,66</b>	<b>49 070 315,92</b>
	Achats consommés de matière et de fournitures	3 082 781,06	2 896 117,47	2 927 924,66
	Autres charges externes	83 738 744,11	54 601 194,19	46 142 391,26
=	<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>30 756 805,47</b>	<b>73 974 235,01</b>	<b>101 603 822,88</b>
+	Subventions d'exploitation			
-	Impôts et taxes	2 681 651,06	3 843 779,00	3 651 860,00
-	Charges de personnel	45 419 034,56	49 312 753,42	52 760 822,39
=	<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 17 343 880,15</b>	<b>20 817 702,59</b>	<b>45 191 140,49</b>
+	Autres produits d'exploitation	387 000,00	1 319 000,00	2 549 000,00
-	Autres charges d'exploitation	941 173,96	2 390 980,00	72 600,00
+	Reprises d'exploitation; transfert de charges	1 883 915,64	2 954 143,79	4 478 169,25
-	Dotations d'exploitation	8 504 419,76	9 291 343,62	17 971 158,18
=	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 24 518 558,23</b>	<b>13 408 522,76</b>	<b>34 174 551,56</b>
+	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>38 232 267,50</b>	<b>- 232 048 223,05</b>	<b>217 983 332,37</b>
=	<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>13 713 709,27</b>	<b>- 218 639 700,29</b>	<b>252 157 883,93</b>
+	<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>336 542 907,63</b>	<b>617 939 925,72</b>	<b>900 205 941,84</b>
-	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>27 951 459,00</b>	<b>1 100 275,00</b>	<b>1 102 331,00</b>
=	<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>322 305 157,90</b>	<b>398 199 950,43</b>	<b>1 151 261 494,77</b>

### ANNEXE 4 : CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT – 1999 A 2001

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (MAD)		1999	2000	2001
	Résultat net de l'exercice	322 305 157,90	398 199 950,43	1 151 261 494,77
+	Dotations d'exploitation	7 714 307,16	7 940 660,73	17 843 886,58
+	Dotations financières	96 525 028,87	119 655 590,00	37 393 160,00
+	Dotations non courantes aux provisions		457 325 000,00	5 824 419,32
-	Reprises d'exploitation			
-	Reprises financières	14 414 600,00	67 951 120,00	87 694 675,00
-	Reprises non courantes			429 066 925,56
-	Produits de cessions d'immobilisations	3 878 636 330,15	1 844 869 652,75	763 780 650,48
+	Valeurs nettes des immobilisations cédées	3 524 508 672,49	839 766 485,93	285 859 947,91
=	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>	<b>58 002 236,27</b>	<b>- 89 933 085,66</b>	<b>217 640 657,54</b>
-	Distributions de bénéfices	293 368 150,00	311 705 100,00	330 447 050,00
=	<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>- 235 365 913,73</b>	<b>- 401 638 185,66</b>	<b>- 112 806 392,46</b>

## ANNEXE 5 : TABLEAU DE FINANCEMENT – 2001

MASSES DU BILAN	EXERCICE	EXERCICE	VARIATIONS 2001	
	2001	2000	EMPLOIS	RESSOURCES
1 Financement permanent	7 697 639 623,89	8 247 392 604,01	549 752 980,12	
2 Actif immobilisé	11 590 558 283,43	11 248 517 307,91	342 040 975,52	
<b>3 = Fonds de roulement fonctionnel (1-2)</b>	<b>- 3 892 918 659,54</b>	<b>- 3 001 124 703,90</b>	<b>891 793 955,64</b>	<b>-</b>
4 Actif circulant	780 224 793,02	685 117 481,67	95 107 011,35	
5 Passif circulant	4 612 401 221,02	2 868 347 666,78		1 744 053 554,24
<b>6 = Besoin de financement global (4-5)</b>	<b>- 3 832 176 728,00</b>	<b>- 2 183 230 185,11</b>		<b>1 648 946 542,89</b>
<b>7 TRESORERIE NETTE (3-6)</b>	<b>- 60 741 931,54</b>	<b>- 817 894 107,79</b>	<b>757 152 176,25</b>	

	Exercice 2001		Exercice 2000	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>AUTOFINANCEMENT</b>		<b>- 112 806 392,46</b>		<b>- 401 638 185,66</b>
Capacité d'autofinancement		217 640 657,54		89 933 085,66
Distributions		330 447 050,00		311 705 100,00
<b>CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS</b>		<b>765 866 812,11</b>		<b>1 973 591 973,86</b>
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		12 001 470,48		2 526 722,75
Produits de cessions d'immobilisations financières		751 779 180,00		1 842 342 930,00
Récupération sur créances immobilisées		2 086 161,63		128 722 321,11
<b>AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>61 617 000,00</b>		<b>67 500 000,00</b>
<b>AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT</b>		<b>1 000 000 000,00</b>		<b>800 000 000,00</b>
<b>I TOTAL DES RESSOURCES STABLES</b>		<b>1 714 677 419,65</b>		<b>2 439 453 788,20</b>
<b>ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS</b>	<b>597 569 621,82</b>		<b>1 348 256 217,45</b>	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 375 671,30		1 892 295,58	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 458 016,55		5 761 314,25	
Acquisitions d'immobilisations financières	593 176 289,40		1 340 034 710,00	
Augmentation des créances immobilisées	559 644,57		567 897,62	
<b>REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT</b>	<b>2 000 000 000,00</b>			
<b>EMPLOI EN NON VALEURS</b>	<b>8 902 164,47</b>		<b>609 606,81</b>	
<b>II TOTAL DES EMPLOIS STABLES</b>	<b>2 606 471 786,29</b>		<b>1 348 865 824,26</b>	
<b>III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT</b>		<b>1 648 946 542,89</b>	<b>100 159 223,00</b>	
<b>IV VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>757 152 176,25</b>		<b>990 428 740,94</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 363 623 962,54</b>	<b>3 363 623 962,54</b>	<b>2 439 453 788,20</b>	<b>2 439 453 788,20</b>

### INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

#### I. ACTIF IMMOBILISE

##### EVALUATION A L'ENTREE

1. Immobilisation en non-valeurs : Coût d'acquisition
  2. Immobilisation incorporelles : Coût d'acquisition
  3. Immobilisation corporelles : Coût d'acquisition
  4. Immobilisation Financières : Coût d'acquisition
- La valeur comptable des titres cédés est déterminée selon la méthode FIFO

##### CORRECTION DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissements : Taux généralement admis
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation : C.G.N.C.
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif : C.G.N.C.

#### II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

##### A. EVALUATION A L'ENTREE

1. Créances : Facturation
2. Titres et valeurs de placement : Prix d'acquisition

##### B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation : C.G.N.C.
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif : C.G.N.C.

#### III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation : C.G.N.C.
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées : C.G.N.C.
3. Dettes de financement permanent : C.G.N.C.
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges : C.G.N.C.
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif : C.G.N.C.

#### IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant : Factures
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges : C.G.N.C.
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif : C.G.N.C.

#### V. TRESORERIE

1. Trésorerie – Actif : C.G.N.C.
2. Trésorerie – Passif : C.G.N.C.
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation : C.G.N.C.

Les comptes sociaux de l'exercice 2000 ont été établis conformément au Plan Comptable Général Marocain. Les principales règles et méthodes comptables d'ONA S.A. sont les suivants :

### **1. Immobilisations incorporelles**

Celles-ci sont amorties sur une période ne dépassant pas trois ans.

Lorsque les immobilisations incorporelles correspondent à des charges pour lesquelles des produits futurs ne sont pas clairement identifiés, elles sont intégralement amorties au cours de l'exercice.

### **2. Immobilisations corporelles**

Ces immobilisations sont comptabilisées à leurs coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie économique prévue, comme suit :

Construction..... :	25 ans
Agencement et mobilier de bureau..... :	5 à 10 ans
Matériel informatique..... :	3 à 5 ans
Véhicules..... :	2 à 4 ans

### **3. Participations, créances rattachés et autres titres immobilisés**

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire est déterminée, selon les cas, à partir de la quote-part du Groupe dans l'actif net, de la valeur boursière ou de la valeur d'usage déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la société en considération de ses perspectives de résultat et/ou des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine.

Lorsque la valeur d'inventaire ainsi déterminée est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur comptable des titres cédés est déterminée suivant la méthode FIFO.

### **4. Créances**

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

### **5. Titres de placement**

Les titres de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est enregistrée lorsque la valorisation de ces titres est inférieure au cours de bourse, ou pour les titres non cotés, si la quote-part d'actif net détenue, est inférieure au coût d'achat.

### **6. Opérations en devises**

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change constatés à la clôture de l'exercice.

L'écart qui résulte de cette conversion est inscrit en écart de conversion actif s'il s'agit d'une perte latente, et en écart de conversion passif s'il s'agit d'un profit latent.

**ETAT DE DEROGATIONS**

<b>INDICATION DES DEROGATIONS</b>	<b>JUSTIFICATION DES DEROGATIONS</b>	<b>INFLUENCE SUR LE PATRIMMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS</b>
I. DEROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX		
II. DEROGATIONS AUX METHODES D'EVALUATION	<b>NEANT</b>	
III. DEROGATIONS AUX REGLES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE		

**ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES**

<b>NATURE DES CHANGEMENTS</b>	<b>JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS</b>	<b>INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS</b>
CHANGEMENTS AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION		
CHANGEMENTS AFFECTANT LES REGLES DE PRESENTATION		

**NEANT**

**ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT – BAIL**

<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Cautions données à l'égard des entreprises liées	50 144	325 800	362 988
<b>TOTAL</b>	<b>50 144</b>	<b>325 800</b>	<b>362 988</b>

<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
<b>NEANT</b>			
<b>TOTAL</b>	-	-	-

## ANNEXE 7 : TABLEAU DES CREANCES A FIN 2001

MAD	TOTAL	ANALYSES PAR ECHEANCES			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>113 061 708,44</b>	<b>3 064 447,30</b>	<b>1 502 396,67</b>	<b>108 494 864,47</b>	-	-	-	-
* Prêts immobilisés	4 566 843,97	3 064 447,30	1 502 396,67	108 494 864,47				
* Autres créances financières	108 494 864,47							
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>993 341 609,07</b>	-	<b>991 900 433,62</b>	<b>1 441 175,45</b>	-	<b>32 361 253,02</b>	<b>953 060 860,02</b>	-
* Fournisseurs débiteurs	11 804 472,65		10 363 297,20	1 441 175,45			10 251 000,00	
* Clients et comptes rattachés	141 776,63		141 776,63					
* Personnel	32 361 253,02		32 361 253,02			32 361 253,02		
* Etat	942 809 860,02		942 809 860,02				942 809 860,02	
* Comptes d'associés	3 724 849,34		3 724 849,34					
* Autres débiteurs	2 499 397,41		2 499 397,41					
* Comptes de régularisation Actif								

## ANNEXE 8 : TABLEAU DES DETTES A FIN 2001

DETTES	TOTAL	ANALYSES PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non réglées	Montants en devise	Montants sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
<b>DE FINANCEMENT</b>	<b>2 100 000 000,00</b>	-	<b>2 100 000 000,00</b>	-	-	-	-	-
* Emprunts obligataires	1 000 000 000,00		1 000 000 000,00					
* Autres dettes de financement	1 100 000 000,00		1 100 000 000,00					
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>4 612 401 221,02</b>	<b>17 850 000,00</b>	<b>4 594 551 221,02</b>	-	<b>300 000,00</b>	<b>17 704 640,21</b>	<b>4 459 161 073,84</b>	-
* Fournisseurs	11 937 634,89		11 937 634,89					
* Clients créditeurs								
* Personnel	1 752 331,06		1 752 331,06					
* Organismes sociaux	2 456 342,78		2 456 342,78		300 000,00			
* Etat	17 704 640,21		17 704 640,21			17 704 640,21		
* Comptes d'associés	4 355 635 073,84		4 355 635 073,84				4 355 635 073,84	
* Autres créanciers	173 084 525,99	17 850 000,00	155 234 525,99				103 526 000,00	
* Comptes de régularisation Passif	49 830 672,25		49 830 672,25					

## ANNEXE 9 : TABLEAU DES PROVISIONS A FIN 2001

NATURE	MONTANT DEBUT 2001	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN 2001
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	VIREMENT	FINANCIERES	NON COURANTES	
1. Provisions pour dépréciation des créances des titres de participation	108 271 309,49 548 121 415,36		37 393 160,00			87 694 675,00		108 271 309,49 497 819 900,36
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	477 103 000,00			5 113 855,39	- 710 563,93	429 066 925,56		53 860 493,76
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>1 133 495 724,85</b>	<b>-</b>	<b>37 393 160,00</b>	<b>5 113 855,39</b>	<b>- 710 563,93</b>	<b>516 761 600,56</b>	<b>-</b>	<b>659 951 703,61</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'Actif circulant (Hors trésorerie)	1 358 903,85 229 969 808,97 2 947 423,36 1 221 042,00	127 271,60 35 014 634,85 141 412,00			499 500 - 499 500,00	45 000,00 53 949 391,10		1 441 175,45 210 535 552,72 3 446 923,36 1 362 454,00
5. Autres provisions pour risques et charges	710 563,93				710 563,93			
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésoreries								
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>34 714 456,84</b>	<b>35 283 318,45</b>				<b>53 994 391,10</b>		<b>216 786 105,53</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>663 504 037,18</b>	<b>35 283 318,45</b>	<b>37 393 160,00</b>			<b>570 755 991,66</b>		<b>876 737 809,14</b>

## ANNEXE 9 : BILAN A FIN JUIN 2002

<b>ACTIF (MAD)</b>	<b>30/06/2002</b>	<b>30/06/2001</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 575 194 967,16</b>	<b>11 318 951 445,25</b>
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</b>	<b>8 511 956,50</b>	<b>30 808,50</b>
Frais préliminaires		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3 775 271,50	30 808,50
Primes de remboursement des obligations	4 736 685,00	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 197 832,11</b>	<b>993 271,11</b>
Immobilisations en recherche et développement		
Logiciels informatique	1 197 832,11	993 271,11
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>25 338 750,59</b>	<b>69 969 005,69</b>
Terrains	7 985 662,71	31 346 248,81
Constructions	-	18 193 667,96
Matériel et outillage	851 075,29	794 444,34
Matériel de transport	1 486 891,92	3 102 145,30
Mobilier et matériel de bureau	3 759 335,54	4 192 605,64
Matériel informatique	1 716 797,06	1 530 650,06
Aménagement divers	8 102 144,07	9 372 399,58
Autres immobilisations corporelles	1 436 844,00	1 436 844,00
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>11 540 146 427,96</b>	<b>11 247 958 359,95</b>
Prêts immobilisés	3 276 806,83	5 188 663,37
Autres créances financières	225 444,13	223 554,98
Titres de participation	11 525 602 245,50	11 178 082 066,10
Autres titres immobilisés	11 041 931,50	64 464 075,50
<b>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Diminution des créances immobilisées		
Augmentation des dettes de financement		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 438 196 632,33</b>	<b>1 010 796 799,72</b>
<b>STOCKS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Matières et fournitures consommables		
Produits en cours		
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 435 900 096,85</b>	<b>1 008 498 708,24</b>
Fournisseurs, avances et acomptes	135 180,83	
Clients et comptes rattachés	15 805 643,24	10 628 007,15
Personnel	242 746,82	305 577,55
Etat - débiteur	34 870 670,09	23 776 138,02
Associés et groupe	1 372 477 107,59	944 197 925,07
Autres débiteurs	256 099,78	10 439 252,98
Comptes de régularisations - Actif	12 112 648,50	19 151 807,47
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENTS</b>	<b>2 296 535,48</b>	<b>2 298 091,48</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TRESORERIE</b>	<b>16 389 468,42</b>	<b>51 131 004,01</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>	<b>16 389 468,42</b>	<b>51 131 004,01</b>
Banques et C.C.P.	16 359 582,15	51 093 062,00
Caisses	29 886,27	37 942,01
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 029 781 067,91</b>	<b>12 380 879 248,98</b>

<b>PASSIF (MAD)</b>	<b>30/06/2002</b>	<b>30/06/2001</b>
<b><i>FINANCEMENT PERMANENT</i></b>	<b><i>8 248 585 048,00</i></b>	<b><i>8 617 849 852,82</i></b>
<b><u>CAPITAUX PROPRES</u></b>	<b><u>6 100 984 359,02</u></b>	<b><u>5 040 570 110,82</u></b>
Capital social	1 746 245 000,00	1 739 195 000,00
Prime d'émission, de fusion ou d'apport	1 918 780 571,72	1 864 213 571,72
Réserve légale	221 533 523,55	163 970 448,82
Autres réserves	522 356 284,38	522 356 284,38
Report à nouveau	794 556 670,13	50 107 250,09
Résultat net	897 512 309,24	700 727 555,81
<b><u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b><u>DETTES DE FINANCEMENT</u></b>	<b><u>2 100 000 000,00</u></b>	<b><u>3 100 000 000,00</u></b>
Emprunts obligataires	1 500 000 000,00	
Autres dettes de financement	600 000 000,00	3 100 000 000,00
<b><u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES</u></b>	<b><u>47 600 688,98</u></b>	<b><u>477 279 742,00</u></b>
Provisions pour risques et charges	47 600 688,98	477 279 742,00
<b><u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
<b><i>PASSIF CIRCULANT</i></b>	<b><i>4 706 261 803,71</i></b>	<b><i>3 748 812 911,46</i></b>
<b><u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u></b>	<b><u>4 706 261 803,71</u></b>	<b><u>3 748 102 347,53</u></b>
Fournisseurs et comptes rattachés	8 355 628,17	5 525 988,14
Clients, avances et acomptes		125 361,60
Personnel	1 442 239,06	2 318 537,44
Organismes sociaux	2 631 224,89	2 085 700,37
Etat - créiteur	19 399 351,94	17 074 436,52
Associés et groupe	4 423 938 270,85	3 611 608 152,13
Autres créanciers	163 805 908,00	66 230 461,67
Comptes de régularisations - passif	86 689 180,80	43 133 709,66
<b><u>PROVISIONS MOMENTANÉES POUR RISQUES</u></b>		<b><u>710 563,93</u></b>
<b><u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u></b>		
<b><i>TRESORERIE</i></b>	<b><i>74 934 216,20</i></b>	<b><i>14 216 484,70</i></b>
<b><u>TRESORERIE - PASSIF</u></b>	<b><u>74 934 216,20</u></b>	<b><u>14 216 484,70</u></b>
Crédits de trésorerie		
Banques	74 934 216,20	14 216 484,70
<b><i>TOTAL GENERAL</i></b>	<b><i>13 029 781 067,91</i></b>	<b><i>12 380 879 248,98</i></b>

## ANNEXE 11 : COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES A FIN JUIN 2002

MAD	30/06/2002	30/06/2001
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>85 859 746,94</b>	<b>77 395 485,13</b>
Ventes de biens et services	79 485 154,54	69 261 052,50
Locations reçues	3 659 994,47	6 174 427,80
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>83 145 149,01</b>	<b>75 435 480,30</b>
Autres produits d'exploitation	207 000,00	1 663 000,00
Reprise d'exploitation transferts de charges	2 507 597,93	297 004,83
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>66 563 889,66</b>	<b>70 483 030,91</b>
Achats consommés de matières	1 621 169,48	1 515 133,47
Autres charges externes	20 643 431,90	17 791 799,10
Impôts et taxes	3 501 542,60	3 707 709,80
Charges de personnel	36 538 188,64	35 003 739,25
Autres charges d'exploitation	27 296,00	1 374 015,00
Dotations d'exploitation	4 232 261,04	11 090 634,29
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>19 295 857,28</b>	<b>6 912 454,22</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>784 562 959,58</b>	<b>589 417 509,89</b>
Produits de titres de participations	752 495 582,50	528 734 628,85
Gains de change	-	2 845,00
Intérêts et autres produits financiers	27 983 948,77	26 349 601,66
Reprises financières	4 083 428,31	34 330 434,38
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>205 104 812,40</b>	<b>281 430 838,57</b>
Charges d'intérêts	202 024 812,40	219 780 588,82
Pertes de change	-	-
Dotations financières	3 080 000,00	61 650 249,75
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>579 458 147,18</b>	<b>307 986 671,32</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>598 754 004,46</b>	<b>314 899 125,54</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>358 487 629,36</b>	<b>582 449 415,75</b>
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	351 163 750,00	581 698 100,00
Produits de cessions de valeurs financières	1 033 535,78	653 057,75
Autres produits non courants	30 538,80	-
Reprises non courantes	6 259 804,78	98 258,00
<b>CHARGES NON COURANTES</b>	<b>59 057 666,58</b>	<b>196 026 632,48</b>
V.N.A. des immobilisations corporelles cédées	39 826 553,24	194 414 321,21
Autres charges non courantes	19 231 113,34	1 337 311,27
Dotations non courantes	-	275 000,00
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>299 429 962,78</b>	<b>386 422 783,27</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>898 183 967,24</b>	<b>701 321 908,81</b>
<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>671 658,00</b>	<b>594 353,00</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>897 512 309,24</b>	<b>700 727 555,81</b>

## **AUTRES ANNEXES :**

---

- ✍ **Rapports des commissaires aux comptes relatifs aux exercices 1999 - 2001 ;**
- ✍ **Rapports des auditeurs indépendants relatifs aux exercices 1999 - 2001 ;**
- ✍ **Procès-verbaux des conseils d'administration 1999 – 2001.**